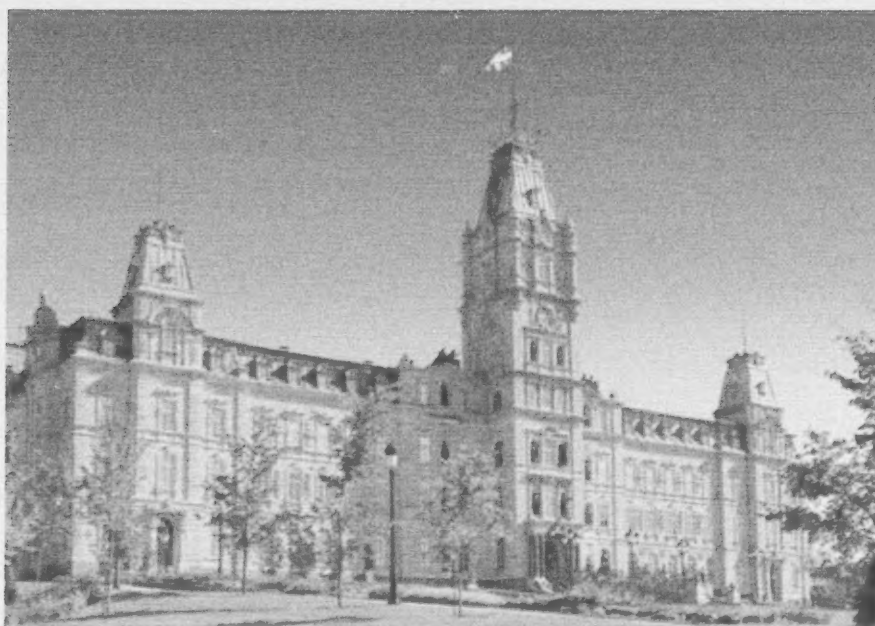


Rapport du Vérificateur général  
du Québec  
à l'Assemblée nationale  
pour l'année 2013-2014

Rapport annuel de gestion

Automne 2014

Photo de la page couverture  
Hôtel du Parlement, *Daniel Lessard*, Collection Assemblée nationale



**Rapport du Vérificateur général  
du Québec  
à l'Assemblée nationale  
pour l'année 2013-2014**

Rapport annuel de gestion

Automne 2014

La forme masculine employée dans le texte désigne aussi bien les femmes que les hommes, le cas échéant.



Le texte de ce document a été imprimé sur un papier contenant 100 % de fibres postconsommation, fabriqué selon un procédé sans chlore et à partir de biogaz.



Québec, octobre 2014

Monsieur Jacques Chagnon  
Président de l'Assemblée nationale  
Hôtel du Parlement, bureau 1.30  
Québec (Québec) G1A 1A4

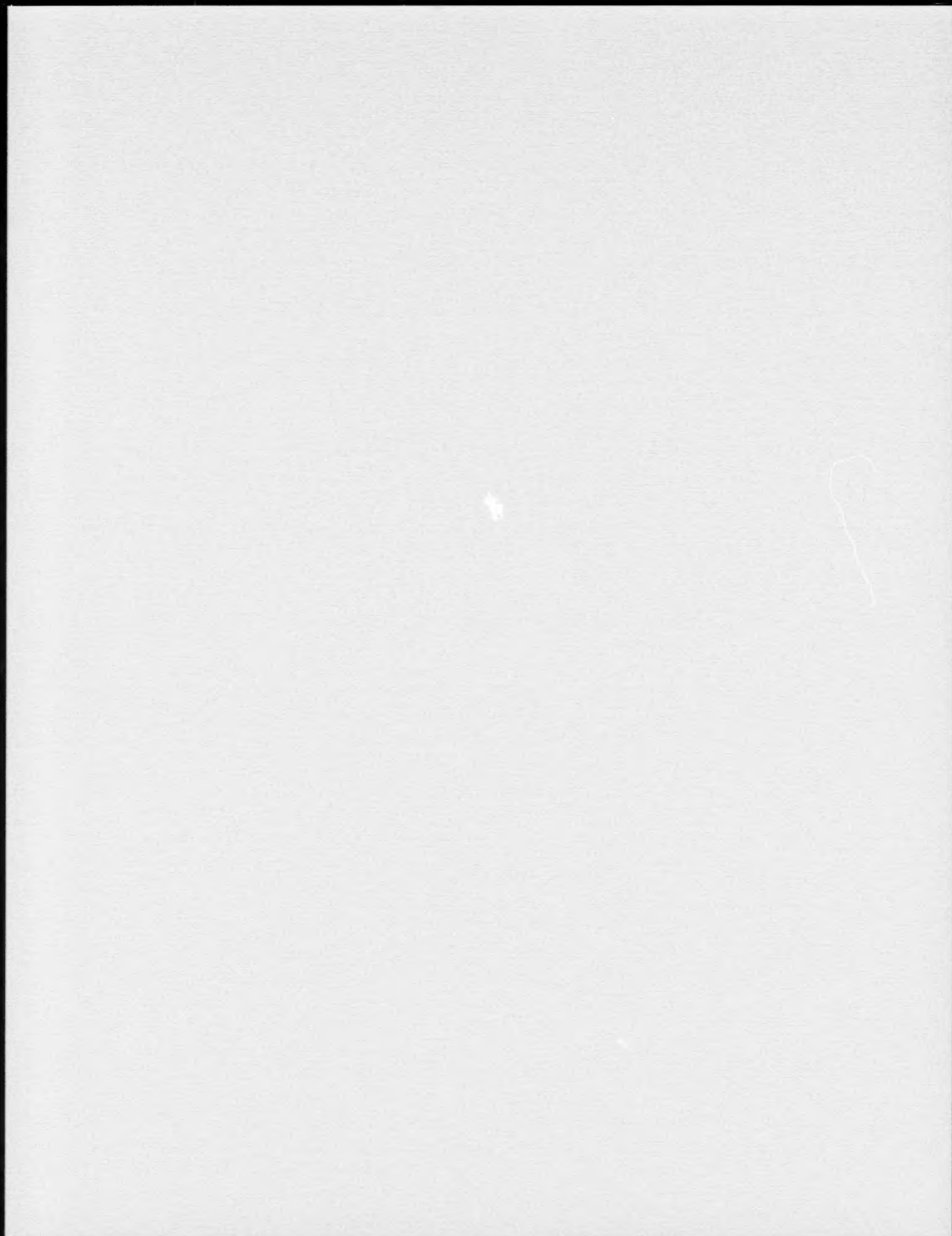
Monsieur le Président,

Je vous transmets le *Rapport annuel de gestion* du Vérificateur général. Ce rapport fait état des résultats obtenus pour l'année financière 2013-2014 et constitue la deuxième reddition de comptes à l'égard des objectifs du *Plan stratégique 2012-2015* de l'organisation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

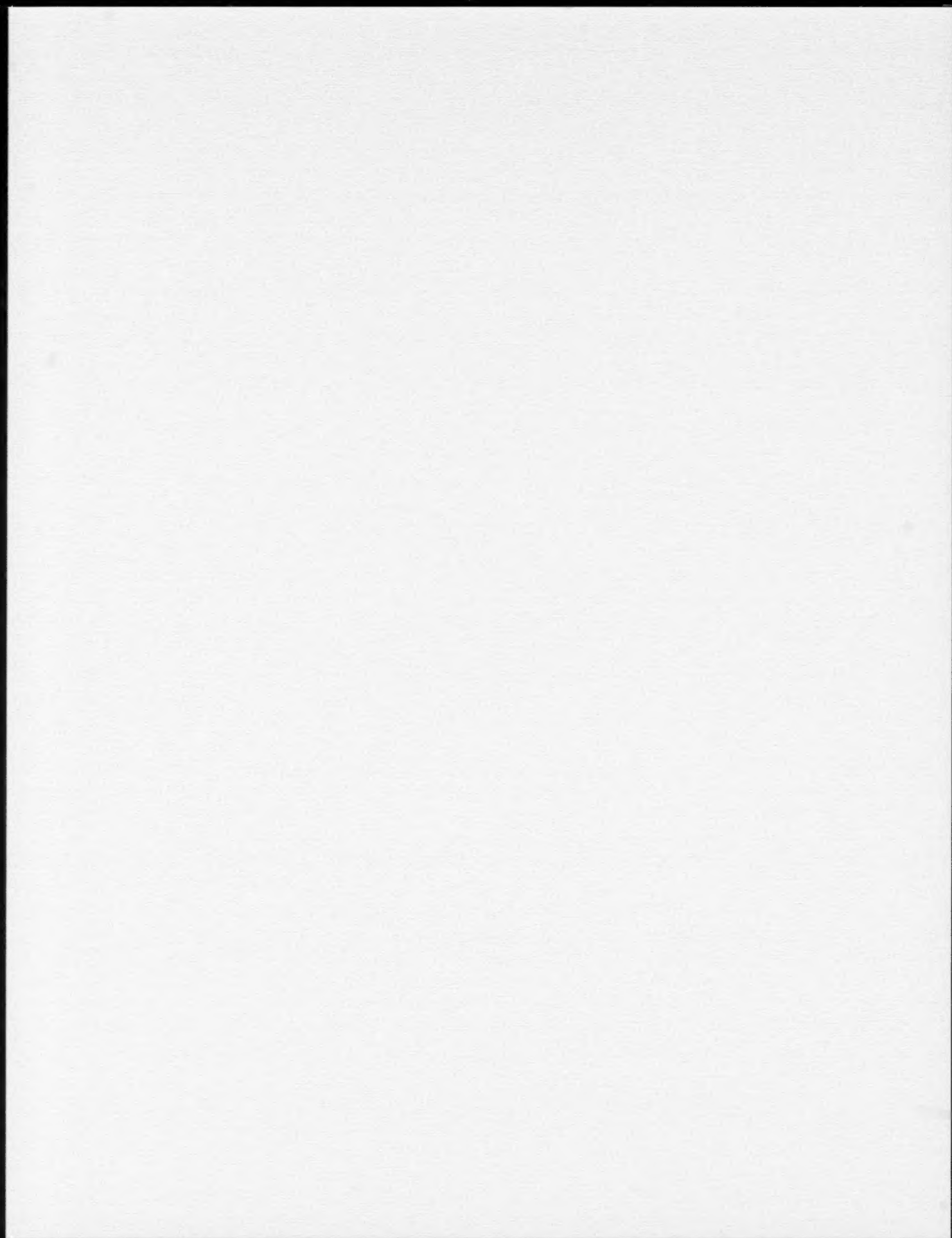
Le vérificateur général par intérim,

Michel Samson, CPA, CA



## Table des matières

<b>Message du vérificateur général</b>	<b>1</b>
<b>Déclaration attestant la fiabilité des données et des contrôles afférents</b>	<b>3</b>
<b>Rapport de validation de l'auditrice interne</b>	<b>4</b>
<b>Faits saillants</b>	<b>5</b>
<b>Aperçu de l'organisation</b>	<b>8</b>
<b>Utilisation des ressources financières</b>	<b>14</b>
<b>Coûts des interventions terminées</b>	<b>18</b>
<b>Reddition de comptes selon le plan stratégique</b>	<b>23</b>
Au service de l'Assemblée nationale, dans la perspective d'un développement durable	24
Orientation 1. Assister les parlementaires dans leur fonction de contrôle	
Pour une saine gestion des fonds publics	29
Orientation 2. Contribuer à la saine gestion de l'administration publique	
Un employeur recherché, reconnu pour son expertise	33
Orientation 3. Être un employeur de choix	
Une institution performante	35
Orientation 4. Améliorer nos pratiques de façon continue	
<b>Exigences législatives ou gouvernementales</b>	<b>38</b>
<b>États financiers audités</b>	<b>41</b>
 Annexes et sigles	 59



# Message du vérificateur général



Je vous présente avec plaisir le *Rapport annuel de gestion* pour 2013-2014 de l'institution que je dirige depuis plus de deux ans et demi. Ce document contient les résultats financiers de l'année et ceux ayant trait aux objectifs et aux cibles énoncés dans le *Plan stratégique 2012-2015*.

Ma mission consiste à favoriser le contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics ; par conséquent, les crédits qui me sont accordés par l'Assemblée nationale servent principalement aux travaux de vérification tant financière que de l'optimisation des ressources.

D'entrée de jeu, je dois mentionner que l'année 2013-2014 a été très bien remplie, et ce, à plusieurs égards.

À la suite de la modification législative apportée à la loi constitutive du Vérificateur général en juin 2013, je peux désormais effectuer des vérifications de l'optimisation des ressources auprès des organismes du gouvernement, qui étaient auparavant appelés *entreprises*, sans qu'une entente soit conclue au préalable avec le conseil d'administration. J'ai donc entamé des travaux auprès de quatre d'entre eux : Hydro-Québec, Loto-Québec, la Société des établissements de plein air du Québec et la Société des alcools du Québec. À ce jour, trois des entités m'ont offert leur collaboration. Toutefois, comme je l'ai mentionné en juin 2014 dans mon rapport à l'Assemblée nationale, la situation est différente chez Hydro-Québec.

Dans un autre ordre d'idées, nous avons terminé au 31 mars 2014 la deuxième année de la mise en œuvre du *Plan stratégique 2012-2015*. Nous avons atteint 56 % des cibles que nous nous étions fixées pour l'année 2013-2014, soit 10 sur 18.

La première orientation stratégique consiste à assister les parlementaires dans leur fonction de contrôle. Cette année, les parlementaires ont démontré un vif intérêt pour nos travaux, puisque 13 de nos rapports ont été entendus en commission parlementaire. Notons que deux commissions parlementaires, outre la Commission de l'administration publique, ont porté une attention particulière à certaines de nos vérifications. Il s'agit de la Commission de la santé et des services sociaux et de la Commission de l'économie et du travail.

D'autre part, nous avons réalisé 236 audits d'états financiers et d'autres informations financières et publié 10 rapports de vérification de l'optimisation des ressources. En plus de ces travaux de nature courante, nous avons mené plusieurs missions à caractère particulier.

Premièrement, l'Assemblée nationale m'a confié le mandat d'analyser la mise à jour économique et financière présentée par le ministre des Finances et de l'Économie en novembre 2013. J'ai déposé mon rapport en février 2014. Ce mandat a nécessité une grande disponibilité de la part de l'équipe affectée à ces travaux. Ces derniers ont suscité l'attention tant des parlementaires que du public. D'ailleurs, j'ai eu l'occasion d'échanger avec les membres de la Commission des finances publiques concernant le déroulement du mandat.

Deuxièmement, le Conseil du trésor m'a confié deux vérifications particulières au cours de l'année 2013-2014. La première, publiée en février 2014, concernait l'attribution d'un contrat de services professionnels par le Tribunal administratif du Québec. La seconde a porté sur la réalisation et l'exploitation d'aires de service et a été rendue publique en juin 2014.

Le 24 avril 2014, le gouvernement m'a demandé de réaliser une vérification particulière ayant trait à l'évolution du solde budgétaire du gouvernement pour l'année 2014-2015. Ce rapport a été déposé à l'Assemblée nationale le 3 juin.

Par ailleurs, en matière d'audit de nature financière, 23 rapports de l'auditeur indépendant comportant une opinion modifiée ont été signés. L'orientation gouvernementale prise dans l'application de la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert pour le secteur public a donné lieu à la plupart de ces opinions modifiées.

La deuxième orientation du plan stratégique est de contribuer à la saine gestion de l'administration publique. Le pourcentage d'application des recommandations formulées lors de nos différentes vérifications constitue un moyen d'évaluer cette gestion. Encore cette année, le résultat de 58 % est inférieur à la cible de 12 points de pourcentage. C'est pourquoi nous avons formé un comité de travail qui a entamé au cours de l'exercice une réflexion sur le processus qui chapeaute le suivi des recommandations en vérification de l'optimisation des ressources.

La gestion des ressources humaines constitue une priorité organisationnelle et j'y ai consacré la troisième orientation de mon plan stratégique. Je tiens à ce que les membres du personnel aient l'occasion de s'accomplir professionnellement et d'évoluer au sein de l'organisation. Or, l'année a été marquée par de nombreux départs. Il va sans dire que je suis préoccupé par ce résultat ; j'amorcerai sous peu une réflexion pour trouver des moyens de maintenir l'expertise dans mon organisation.

D'autre part, je dirige une organisation qui prône l'exemplarité et je suis conscient du contexte actuel des finances publiques. Par conséquent, j'entends moi aussi contribuer en 2014-2015 aux efforts demandés aux ministères et aux organismes en matière de contrôle des dépenses. Ainsi, pour le budget 2014-2015, nos efforts représenteront 2 % de la masse salariale et 3 % des dépenses de fonctionnement. Je compte également commencer une revue de nos activités non seulement pour nous assurer de notre efficience et de notre efficacité, mais surtout pour mettre l'accent sur les travaux qui ont une valeur ajoutée pour l'Assemblée nationale.

Enfin, je tiens à souligner que la réalisation de ma mission est possible grâce à l'engagement professionnel de plus de 250 personnes. Ce sont elles qui, par leur indépendance, leur rigueur et leur professionnalisme, permettent de livrer à l'Assemblée nationale des travaux d'une qualité exceptionnelle. La contribution de chacune de ces personnes constitue une pièce maîtresse pour l'accomplissement de ma mission. Je les en remercie sincèrement et chaleureusement.

Le vérificateur général par intérim,



Michel Samson, CPA, CA  
Québec, le 29 septembre 2014

# Déclaration attestant la fiabilité des données et des contrôles afférents

Les résultats et les renseignements contenus dans le présent rapport annuel de gestion sont sous ma responsabilité. Celle-ci porte sur la fiabilité des données, de l'information et des explications qui y sont présentées.

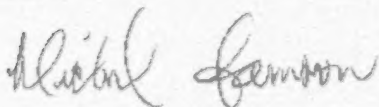
Tout au cours de l'année financière, nous avons maintenu des systèmes d'information et des mesures de contrôle fiables de manière à assurer la réalisation des objectifs fixés dans le *Plan stratégique 2012-2015*.

Le *Rapport annuel de gestion* du Vérificateur général du Québec pour 2013-2014 :

- décrit fidèlement la mission, le champ de compétence, les valeurs et les orientations stratégiques;
- présente les objectifs, les indicateurs, les cibles à atteindre et les résultats.

Je déclare que les données, l'information et les explications contenues dans le présent rapport annuel de gestion ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables.

Le vérificateur général par intérim,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Michel Samson', written in a cursive style.

Michel Samson, CPA, CA  
Québec, le 29 septembre 2014

# Rapport de validation de l'auditrice interne

Monsieur Michel Samson

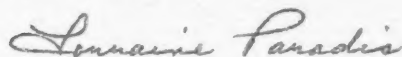
Vérificateur général par intérim

J'ai procédé à l'examen des résultats, des explications et de l'information présentés dans le *Rapport annuel de gestion* du Vérificateur général du Québec pour l'année 2013-2014, année qui s'est terminée le 31 mars 2014. La responsabilité de l'exactitude, de l'intégralité et de la divulgation de ces données incombe au vérificateur général par intérim. Ma responsabilité consiste à évaluer le caractère plausible et la cohérence de l'information, en me basant sur les travaux que j'ai réalisés au cours de mon examen.

Mon examen s'est appuyé sur les Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne, élaborées par The Institute of Internal Auditors (Institut des auditeurs internes). Mes travaux ont consisté à obtenir des renseignements et des pièces justificatives, à mettre en œuvre des procédés analytiques, à réviser des calculs et à discuter de l'information fournie. Cet examen ne constitue pas un audit.

Au terme de mon examen, je n'ai rien relevé qui me porte à croire que les résultats, les explications et l'information contenus dans le *Rapport annuel de gestion* du Vérificateur général du Québec pour l'année 2013-2014 ne sont pas, dans tous leurs aspects significatifs, plausibles et cohérents.

L'auditrice interne,



Lorraine Paradis, CPA, CA  
Québec, le 29 septembre 2014

# Faits saillants

Au cours de 2013-2014, les crédits accordés par l'Assemblée nationale ont été utilisés à 76 % pour la vérification et à 24 % pour les activités de soutien.

Nous avons réalisé 236 audits d'états financiers et d'autres informations financières et terminé 10 vérifications de l'optimisation des ressources (VOR) de nature courante. Nous avons également publié les résultats de l'analyse de la mise à jour économique et financière de novembre 2013, mandat confié par l'Assemblée nationale, ainsi que les conclusions de la vérification particulière *Attribution d'un contrat de services professionnels par le Tribunal administratif du Québec*. Notons qu'au 31 mars, une autre vérification particulière portant sur la réalisation et l'exploitation d'aires de service était en cours. Cette dernière a été déposée en juin 2014.

Par ailleurs, nous avons entrepris à la suite de la modification à notre loi constitutive des travaux de revue des activités dans quatre sociétés d'État, soit Hydro-Québec, Loto-Québec, la Société des établissements de plein air du Québec et la Société des alcools du Québec.

Le présent rapport constitue la deuxième reddition de comptes à l'égard du *Plan stratégique 2012-2015*. Nous avons atteint 56 % (10 sur 18) des cibles que nous nous étions fixées pour l'année 2013-2014. Voici en bref nos résultats<sup>1</sup>.

	Cible atteinte	Cible non atteinte	Résultat semblable ou supérieur à celui de 2012-2013
<b>Orientation 1 Assister les parlementaires dans leur fonction de contrôle.</b>			
Des travaux ont été réalisés dans les six secteurs d'activités portant sur des enjeux majeurs de l'administration publique : six rapports ont été publiés dans quatre secteurs et les travaux sont en cours dans les deux autres (1.1.1).	✓		✓
Treize de nos rapports ont été examinés par trois commissions parlementaires, alors que nous visions à ce que dix le soient (1.1.2).	✓		✓
L'Assemblée nationale a utilisé ou évoqué 65 % de nos rapports dans les trois ans suivant leur publication, alors que nous visions 75 % (1.1.2).		✓	✓
Des rapports d'audit portant sur des états financiers, 88 % ne contenaient pas d'opinion modifiée. Notre cible était de 100 % (1.1.3).		✓	

1. Les chiffres entre parenthèses renvoient au numéro de l'objectif présenté dans le *Plan stratégique 2012-2015*.

	Cible atteinte	Cible non atteinte	Résultat semblable ou supérieur à celui de 2012-2013
Une rencontre a eu lieu avec des membres de la Commission de l'aménagement du territoire pour les sensibiliser au concept et aux principes de développement durable. Nous voulions joindre des membres appartenant à deux nouvelles commissions avant le 31 mars 2014 (1.1.4).		✓	✓
Des recommandations de la Commission de l'administration publique (CAP), 100 % ont fait l'objet d'un suivi (1.2.1).	✓		✓
Trois des cinq nouveaux membres de la CAP à qui nous devons expliquer le rôle du Vérificateur général ont été informés. Les deux autres ont eu l'occasion de se familiariser avec notre institution et nos travaux lors de séances de travail auxquelles le vérificateur général était convoqué (1.2.2).		✓	
Tous les membres de la CAP se sont déclarés satisfaits des travaux du Vérificateur général (1.2.3).	✓		✓
<b>Orientation 2 Contribuer à la saine gestion de l'administration publique.</b>			
Des recommandations ayant fait l'objet d'un suivi, 58 % ont donné lieu à des progrès satisfaisants, alors que nous visions 70 % (2.1.1).		✓	
Les 36 plans d'action reçus des entités répondaient aux attentes du Vérificateur général (2.1.1).	✓		✓
Cinq présentations, dont deux en matière de développement durable, ont permis d'accroître le partage des connaissances du Vérificateur général avec l'administration publique et les responsables de la gouvernance (2.1.2).	✓		✓
<b>Orientation 3 Être un employeur de choix.</b>			
Le pourcentage des personnes sélectionnées qui ont accepté une offre d'emploi a été de 88 %, notre cible étant de 90 % (3.1.1).		✓	✓
Les postes ont été pourvus dans un délai moyen de 7 semaines, alors que la cible était de 6 semaines. Plusieurs postes étaient toujours vacants au 31 mars 2014 (3.1.1).		✓	✓
Le taux de maintien en poste a été de 85 %, alors que la cible était de 88 % (3.1.2).		✓	
La moyenne des années d'expérience cumulées chez le Vérificateur général est de 7,7 années. Plusieurs postes étaient vacants au 31 mars 2014 (3.1.2) <sup>1</sup> .	s.o.		

1. Au cours de la deuxième année du plan stratégique, nous avons constaté que le résultat de l'indicateur est faussé par les postes vacants en fin d'exercice. Nous ne pouvons donc pas obtenir un portrait juste de la situation. Par conséquent, nous avons retiré l'indicateur en 2013-2014.

	Cible atteinte	Cible non atteinte	Résultat semblable ou supérieur à celui de 2012-2013
Le prochain sondage sur la satisfaction des employés se tiendra en 2014-2015 (3.1.2).	s.o.		
Une stratégie de gestion des connaissances et des compétences a été adoptée en 2012-2013 (3.2.1).	s.o.		
La mise en œuvre des mesures pour la gestion des connaissances est en cours. La gestion des compétences ayant été intégrée dans le processus de gestion des ressources humaines, aucune mesure précise n'a été définie (3.2.1).	En cours		
En moyenne, chaque employé a reçu neuf jours de formation (3.2.1).	✓		✓
<b>Orientation 4 Améliorer nos pratiques de façon continue.</b>			
Tous les travaux de vérification financière et de VOR évalués répondent aux normes de certification (4.1.1).	✓		✓
Nous avons amorcé l'évaluation de deux processus (4.1.1).	✓		✓
Le plan d'action découlant de l'évaluation des processus et des outils technologiques a été mis en œuvre selon l'échéancier prévu (4.1.1).	✓		✓
Le cadre de gestion environnementale a été adopté en 2012-2013 (4.2.1).	s.o.		
La mise en œuvre du plan d'action découlant du cadre de gestion environnementale est en cours (4.2.1).	En cours		
	10	8	14

## Aperçu de l'organisation

La *Loi sur le vérificateur général*, adoptée en juin 1985, encadre les activités de l'organisation. Cette loi a pour objet de favoriser, par la vérification, le contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics. C'est pourquoi le Vérificateur général du Québec (VGQ) est au service exclusif de l'Assemblée nationale.

La vérification législative comporte, dans la mesure jugée appropriée par le Vérificateur général, la vérification financière, celle de la conformité des opérations avec les lois, les règlements, les énoncés de politique et les directives ainsi que la vérification de l'optimisation des ressources (VOR), laquelle inclut les vérifications particulières effectuées à la demande du gouvernement ou du Conseil du trésor.

La vérification financière comprend l'audit d'états financiers et d'autres informations financières. Elle a pour but de fournir l'assurance raisonnable que les états ou les informations sont exempts d'anomalies significatives. Dans le cadre de ce type de vérification, nous procédons également à la vérification de la conformité avec les lois, les règlements, les politiques et les directives pour les opérations ayant une incidence financière significative sur les états financiers. Un rapport ou une lettre d'observations découle de ces travaux lorsque des déficiences ayant trait, entre autres, aux contrôles internes doivent être portées à l'attention des responsables de la gouvernance ou de la direction.

Le Vérificateur général peut demander à un cabinet de comptables professionnels agréés du secteur privé d'effectuer en tout ou en partie un audit des états financiers d'une entité faisant partie de son champ de compétence, mais il demeure responsable des travaux. En 2013-2014, l'audit des états financiers de 43 entités a été confié à des cabinets du secteur privé. Les honoraires de ces cabinets sont supportés par les entités lorsque moins de la moitié des revenus de ces dernières viennent du fonds consolidé du revenu ou d'autres fonds administrés par un organisme public, ou des deux à la fois. Des audits sont également menés conjointement par le Vérificateur général et des cabinets du secteur privé. En 2013-2014, ce type d'audit a été réalisé pour six sociétés d'État (tableau 8).

Certaines entités du secteur public peuvent, en vertu de leur loi constitutive, confier la vérification de leurs livres et comptes à des cabinets de comptables professionnels agréés du secteur privé. Dans de tels cas, le Vérificateur général exerce un droit de regard. Ce droit lui permet d'obtenir les états financiers audités, d'examiner les dossiers de l'auditeur externe et de demander des travaux supplémentaires, s'il y a lieu.

Le Vérificateur général publie annuellement un rapport à l'Assemblée nationale dans lequel il fait part de ses commentaires sur la forme et le contenu des documents d'information financière, notamment les prévisions de dépenses et les états financiers consolidés du gouvernement.

D'autre part, la VOR comprend la vérification de la qualité et du fonctionnement des systèmes et des procédés que l'entité emploie pour s'assurer que les ressources à sa disposition sont utilisées de manière économique, efficiente et efficace. Elle inclut également les travaux suivants : les vérifications de la mise en œuvre de la *Loi sur le développement durable* ; les vérifications de l'utilisation des subventions accordées par les organismes publics et les organismes du gouvernement ; les vérifications particulières qui sont menées à la demande du gouvernement ou du Conseil du trésor. Ces missions ne mettent toutefois pas en cause le bien-fondé des énoncés de politique et des objectifs des différents programmes.

De plus, conformément à la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*, le Vérificateur général doit réaliser tous les trois ans des mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance de sept sociétés d'État<sup>2</sup>. Il intègre de plus en plus ces travaux dans ses missions de VOR.

### Champ de compétence

Le champ de compétence du Vérificateur général se rapportant à la vérification financière s'étend à tous les fonds et autres biens publics du gouvernement et de ses organismes. Le Vérificateur général peut également auditer à sa convenance les états financiers des établissements publics faisant partie des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Pour la vérification de l'optimisation des ressources, son champ de compétence englobe, outre les entités faisant partie du champ de compétence pour la vérification financière, tous les organismes publics et gouvernementaux qui ne produisent pas d'états financiers ainsi que les bénéficiaires de subventions versées par ces organismes.

En juin 2013, l'Assemblée nationale a modifié la *Loi sur le vérificateur général* afin de lui permettre d'effectuer des VOR auprès des « entreprises » du gouvernement sans qu'une entente soit conclue au préalable avec le conseil d'administration. Dans les faits, ces entreprises sont dorénavant assimilées à des organismes du gouvernement, étant donné que la notion d'« entreprise du gouvernement » a été supprimée de la *Loi sur le vérificateur général*. La décision d'entreprendre une VOR demeure à la discrétion du Vérificateur général, sauf à la Caisse de dépôt et placement du Québec où une entente avec le conseil d'administration doit encore être conclue.

### Structure organisationnelle

Le nombre d'employés au 31 mars 2014 s'établissait à 256, comparativement à 272 en 2013. De ce nombre, 52 % étaient affectés aux activités de vérification financière, 28 % à la VOR, 7 % aux services-conseils et 13 % à l'administration. Le nombre d'équivalents temps complet pour l'année a été de 246 (252 en 2012-2013). Le tableau 1 montre la répartition du personnel par catégories d'emplois ; le lecteur trouvera à l'annexe 1 l'organigramme au 31 mars 2014.

2. Les sociétés visées sont Investissement Québec, La Financière agricole du Québec, la Régie de l'assurance maladie du Québec, la Société de l'assurance automobile du Québec, la Société des alcools du Québec, la Société des loteries du Québec (Loto-Québec) et la Société québécoise des infrastructures.

Tableau 1 Employés par catégories d'emplois (au 31 mars)<sup>1</sup>

	2014		2013		2012	
	N <sup>bre</sup>	%	N <sup>bre</sup>	%	N <sup>bre</sup>	%
Cadres	39	15	40	15	36	14
Professionnels	195	76	208	76	204	78
Techniciens et personnel de bureau	22	9	24	9	22	8
<b>Total</b>	<b>256</b>	<b>100</b>	<b>272</b>	<b>100</b>	<b>262</b>	<b>100</b>

1. Les employés occasionnels ne sont pas pris en compte.

Au cours de 2013-2014, 40 personnes (22 en 2012-2013) ont quitté volontairement leur emploi. De ce nombre, 32 faisaient partie du personnel professionnel de vérification (18 en 2012-2013). Notons que 5 employés ont pris leur retraite (4 en 2012-2013). Le taux de maintien en poste a été de 85 %, comparativement à 92 % en 2012-2013.

## Indépendance

La *Loi sur le vérificateur général* fixe le cadre légal qui assure l'indépendance de l'organisation. Ainsi, le vérificateur général est nommé par l'Assemblée nationale pour un mandat non renouvelable de 10 ans à la suite d'une motion présentée par le premier ministre et adoptée par au moins les deux tiers des membres. Lorsque le poste devient vacant, le président de l'Assemblée nationale peut, avec l'accord du premier ministre et du chef de l'opposition officielle, désigner l'un des vérificateurs généraux adjoints pour assurer l'intérim. Notons que l'organisation est dans cette situation depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

Le Vérificateur général ne facture pas ses services aux organismes publics et aux organismes du gouvernement. Le financement de ses activités provient uniquement des crédits accordés par l'Assemblée nationale. Son code de déontologie, qui est mis en ligne sur son site Web, intègre les exigences quant à l'indépendance figurant dans le code de déontologie des comptables professionnels agréés du Québec.

## Gestion des risques

Nos risques sont regroupés sous trois catégories en fonction de leurs effets potentiels indésirables : ceux qui nuiraient à notre crédibilité, ceux pouvant entacher notre réputation et ceux qui réduiraient indûment notre capacité organisationnelle. La *Politique de gestion des risques* (disponible sur le site Web) vise essentiellement à assurer la continuité des activités de vérification et à protéger les actifs informationnels.

L'application de cette politique est supervisée par le comité de direction, composé du vérificateur général, des vérificateurs généraux adjoints et du directeur général des Services à l'organisation. Ce dernier est le coordonnateur de la gestion des risques. Il fait rapport, chaque année, au comité de direction sur la situation relative aux risques recensés. Ce comité examine l'efficacité des mesures d'atténuation prises à leur égard en vue de les maintenir à un niveau acceptable.

Nous estimons qu'en 2013-2014, les mesures prises ont permis de contrôler adéquatement nos risques, à une exception près. En effet, un taux de maintien en poste moins élevé que celui qui était prévu, combiné avec le marché du travail actuel, lequel donne lieu à une forte compétition lors du recrutement de ressources compétentes en VOR, a fait en sorte que nous avons terminé l'année avec plusieurs postes vacants dans ce secteur. Ainsi, malgré la mise en place de mesures d'atténuation qui ont fait que tous les postes étaient pourvus en début d'année, celles-ci n'ont pas été suffisantes et le risque concernant le manque de ressources en VOR s'en trouve augmenté. Nous devons donc renforcer certaines de ces mesures en 2014-2015 si nous voulons maintenir notre capacité organisationnelle à réaliser des missions de VOR. À cet égard, nous devons notamment tenir compte des nouveaux défis associés à la modification apportée à notre loi constitutive, modification qui a été approuvée en juin 2013 et qui touche la VOR dans les organismes du gouvernement, qui étaient auparavant appelés *entreprises* du gouvernement.

Par ailleurs, nous poursuivons la révision de la *Politique de gestion des risques*. Nous comptons mettre en œuvre la nouvelle politique au même moment que le prochain plan stratégique, ce qui assurera un arrimage des deux documents.

## Communications

Le Vérificateur général cherche à entretenir de bonnes communications avec ses divers interlocuteurs. Il est à l'écoute des parlementaires et du public. L'organisation se rend disponible également pour expliquer le contenu de ses rapports aux médias.

De même, le Vérificateur général encourage des communications efficaces et continues avec le personnel des entités vérifiées. Il veut aussi que les échanges soient plus fréquents avec les responsables de la gouvernance. Le maintien d'un bon climat de travail dans l'organisation et le désir de mobiliser le personnel autour des objectifs institutionnels commandent des moyens de communication efficaces.

La politique portant sur les communications tant internes qu'externes comporte les objectifs suivants :

- présenter une information fiable, pertinente et claire découlant des résultats de nos travaux ;
- rendre compte de façon transparente des différentes facettes de notre mandat ;
- favoriser l'adhésion du personnel aux valeurs et aux orientations du Vérificateur général ainsi que sa mobilisation ;
- faciliter l'écoute des divers intervenants afin de répondre avec diligence à leurs questions ;
- mettre en évidence notre souci d'indépendance, notamment par la neutralité politique ;
- maintenir de bonnes relations avec les entités vérifiées ;
- maximiser les retombées de nos travaux ;
- favoriser notre participation à l'évolution de la vérification législative sur les scènes nationale et internationale.

## Plaintes et allégations

Le processus de traitement d'une plainte ou d'une allégation consiste d'abord à nous assurer qu'elle concerne le mandat du Vérificateur général. Par la suite, en nous basant sur divers critères, dont la récurrence et la vérifiabilité de la plainte ou de l'allégation, nous prenons une décision quant à la pertinence d'effectuer des travaux de vérification et, le cas échéant, quant au moment où ils seront réalisés. Enfin, lorsque des constats et des recommandations découlent de tels travaux, nous évaluons si les autorités gouvernementales concernées et les parlementaires doivent en être informés, et ce, conformément à la *Loi sur le vérificateur général*.

Au cours de l'exercice 2013-2014, 102 nouvelles plaintes et allégations ont été portées à l'attention du Vérificateur général (2012-2013 : 115). Comme par les années passées, elles visent principalement des organismes publics (notamment les ministères) et des organismes du gouvernement, lesquels incluent les « entreprises » du gouvernement depuis juin 2013. Le tableau 2 présente un sommaire des plaintes et des allégations.

Tableau 2 Plaintes et allégations

Plaintes ou allégations	2013-2014		2012-2013	
	Nbre	%	Nbre	%
À l'extérieur du champ de compétence	37	36	55	48
Dans le champ de compétence	65	64	60	52
Concernant des rapports récents ou des rapports potentiels	37	36	26	22
Non fondées	7	7	3	3
Autres	21	21	31	27
Total	102	100	115	100

L'analyse des plaintes et allégations reçues en 2013-2014 révèle que 36 % d'entre elles (2012-2013 : 48 %) touchent des problèmes ou des entités qui ne peuvent faire l'objet d'une vérification par le Vérificateur général en vertu de la loi qui le gouverne (par exemple, une ville).

D'autre part, 36 % des plaintes et allégations (2012-2013 : 22 %) sont reliées soit à des rapports publiés récemment, soit à des travaux en cours, soit à des travaux planifiés par le Vérificateur général, soit à des sujets associés à des projets de vérification qui pourront être réalisés ultérieurement.

Soulignons également que 7 % sont non fondées (2012-2013 : 3 %) et que les autres plaintes et allégations reçues ne remplissent pas les critères dont nous tenons compte pour la réalisation de travaux.

Lorsque nous décidons qu'aucun travail de vérification ne sera effectué par le Vérificateur général, certains plaignants sont invités à communiquer leur plainte ou leur allégation à une ou à plusieurs entités qui pourraient les aider par rapport à la situation portée à notre attention.

En 2013-2014, les plaignants ont communiqué avec nous à 378 reprises (2012-2013 : 415), et ce, pour discuter tant des nouvelles plaintes ou allégations de l'exercice que de celles relatives aux exercices antérieurs.

## Coopérations internationales

Le Vérificateur général du Québec partage son expertise avec plusieurs institutions étrangères, principalement francophones, vouées au contrôle des finances publiques.

Tous les deux ans, nous recevons deux stagiaires africains dans le cadre d'un programme de coopération internationale financé par Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada et administré par la CCAF-FCVI inc. (Fondation canadienne pour la vérification intégrée). C'est ainsi qu'en septembre 2013, deux vérificateurs du Contrôle Supérieur de l'État du Cameroun ont commencé un stage de neuf mois au sein de notre organisation.

Par ailleurs, nous avons accueilli en octobre une gestionnaire du Contrôle Supérieur de l'État du Cameroun. Nous l'avons informée de nos pratiques et lui avons fait part des relations qu'entretiennent le Vérificateur général et l'Assemblée nationale du Québec dans le but d'assister les parlementaires dans leur fonction de contrôle.

D'autre part, le commissaire au développement durable a donné une présentation à un groupe de travail de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) ; ce texte portait sur la façon d'accroître les retombées des VOR en matière d'environnement. En outre, il a prononcé une conférence concernant le développement durable devant des vérificateurs législatifs de Chine qui étaient en visite au Québec.

Le personnel de notre organisation a aussi effectué des présentations à des délégations de la Tunisie et de Madagascar en visite au Québec et l'une de nos cadres s'est rendue au Cameroun où elle a offert des ateliers d'audit de performance à quelque 25 des membres du Contrôle Supérieur de l'État.

## Utilisation des ressources financières

Les crédits disponibles pour 2013-2014 ont été de 27,4 millions de dollars (tableau 3). Ils ont été utilisés pour les charges liées à la rémunération et au fonctionnement ainsi que pour l'acquisition d'immobilisations. Les postes vacants et le recours moindre à des services professionnels en vérification expliquent principalement les crédits inutilisés (792 000 dollars). De ces crédits, le Bureau de l'Assemblée nationale nous a autorisés à en reporter 770 000, lesquels sont liés à la rémunération et au fonctionnement. Afin de contribuer aux efforts d'assainissement des fonds publics pour l'exercice 2014-2015, le Vérificateur général a retourné au fonds général du fonds consolidé du revenu 175 000 dollars et a reporté 595 000 dollars pour 2014-2015.

Tableau 3 Utilisation des crédits annuels (en milliers de dollars)<sup>1</sup>

	2013-2014	2012-2013	2011-2012
<b>Crédits disponibles</b>	<b>27 412</b>	<b>27 524</b>	<b>26 967</b>
Crédits utilisés pour la rémunération et le fonctionnement	(26 287)	(27 129)	(25 402)
Crédits utilisés pour les immobilisations	(333)	(299)	(346)
<b>Crédits inutilisés</b>	<b>792</b>	<b>96</b>	<b>1 219</b>
Crédits liés à la rémunération et au fonctionnement périmés par le Vérificateur général	175	40	448
Crédits périmés liés aux immobilisations	22	56	9
Crédits reportés à l'exercice suivant	595	–	762

1. Nous avons établi ces données en prenant en considération les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les chiffres excluent la charge d'amortissement.

Le tableau 4 présente les ressources financières consacrées aux différentes activités de l'organisation pour les trois derniers exercices. Les coûts qui se rattachent à chaque activité sont les coûts directs (main-d'œuvre, honoraires professionnels et frais de déplacement) et les frais généraux (loyer, télécommunications et autres), qui sont répartis en proportion des heures de travail effectuées. Il est à noter que les honoraires de vérification assumés par les entités sont exclus du tableau, car ces sommes n'ont aucun impact sur le budget de notre organisation. La section États financiers audités présente l'utilisation des crédits par catégories de dépenses.

Tableau 4 Utilisation des ressources financières

	2013-2014		2012-2013 <sup>1</sup>		2011-2012 <sup>1</sup>	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%
<b>Vérification financière</b>						
Audit d'états financiers et autres travaux	11 967	45,1	10 998	40,1	10 673	41,4
Vérification de l'information financière et autres travaux connexes <sup>2</sup>	1 003	3,8	1 010	3,7	953	3,7
	<b>12 970</b>	<b>48,9</b>	<b>12 008</b>	<b>43,8</b>	<b>11 626</b>	<b>45,1</b>
<b>Vérification de l'optimisation des ressources</b>						
Vérifications courantes	6 468	24,4	7 055	25,7	6 388	24,8
Vérifications particulières	467	1,7	–	–	–	–
Autres travaux	173	0,7	432	1,6	495	1,9
Suivis des recommandations	196	0,7	665	2,4	479	1,9
	<b>7 304</b>	<b>27,5</b>	<b>8 152</b>	<b>29,7</b>	<b>7 362</b>	<b>28,6</b>
<b>Sous-total</b>	<b>20 274</b>	<b>76,4</b>	<b>20 160</b>	<b>73,5</b>	<b>18 988</b>	<b>73,7</b>
<b>Activités de soutien</b>						
Soutien professionnel	1 220	4,6	1 602	5,8	1 548	6,0
Formation	1 275	4,8	1 313	4,8	1 437	5,6
Administration <sup>3</sup>	3 783	14,2	4 354	15,9	3 779	14,7
<b>Sous-total</b>	<b>6 278</b>	<b>23,6</b>	<b>7 269</b>	<b>26,5</b>	<b>6 764</b>	<b>26,3</b>
<b>Total</b>	<b>26 552</b>	<b>100,0</b>	<b>27 429</b>	<b>100,0</b>	<b>25 752</b>	<b>100,0</b>

1. Nous avons reclassé les données pour les rendre comparables au mode de présentation retenu en 2013-2014.

2. Le rapport de 2013-2014 portant sur la vérification de l'information financière et d'autres travaux connexes inclut l'analyse de la mise à jour économique et financière de novembre 2013 que nous a confiée l'Assemblée nationale.

3. Cette catégorie regroupe notamment les activités des ressources humaines, financières, matérielles et informatiques.

Les résultats figurant dans le tableau 4 montrent que le pourcentage des ressources financières consacrées aux activités de vérification a augmenté : il se situe à 76,4 %, soit une hausse de près de 3 % par rapport à l'année précédente.

L'organisation a consacré près de 13 millions de dollars aux différents travaux relatifs à la vérification financière, soit 962 000 dollars de plus (8 %) qu'en 2012-2013. Cette hausse s'explique principalement par les changements effectués dans les normes comptables, dont la nouvelle norme sur les paiements de transfert pour le secteur public.

Les sommes allouées à la vérification de l'optimisation des ressources ont diminué de 10 % (848 000 dollars). Cette baisse s'explique principalement par un nombre moindre de travaux concernant les suivis des recommandations comparativement à l'année précédente, le recours moins important à des ressources externes ainsi que le fait qu'il y a eu plusieurs postes vacants.

Par ailleurs, les ressources financières destinées au soutien professionnel ont connu une baisse de 382 000 dollars par rapport à l'année précédente. Cette baisse est principalement liée au coût non récurrent associé à l'inspection menée par l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec en 2012-2013 ainsi qu'à la fin de deux importants chantiers concernant nos processus de vérification de l'optimisation des ressources et de vérification financière.

Pour les activités se rapportant à l'administration, les coûts ont connu une baisse de 571 000 dollars, laquelle est notamment liée au fait qu'il n'y a pas eu de réunions de l'ensemble du personnel ni de travaux de réaménagement importants en 2013-2014.

### Coûts par heure de vérification

Le coût total par heure de vérification pour chacune des activités est présenté dans le tableau 5. Ce coût se compose des coûts directs, lesquels incluent les coûts de la main-d'œuvre, les honoraires professionnels et les frais de déplacement liés directement aux activités de vérification. Il comprend également les coûts indirects, qui sont formés des frais de soutien professionnel et de formation, lesquels ont été répartis en fonction du secteur d'activité auquel ils se rapportent, lorsque c'était possible. Les frais généraux ainsi que ceux associés à l'administration, qui ont été ventilés en fonction du nombre d'heures totales de vérification effectuées, font aussi partie des coûts indirects.

Tableau 5 Coûts par heure de vérification selon le secteur d'activité (en dollars)

	Vérification financière <sup>1</sup>			Vérification de l'optimisation des ressources		
	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2013-2014	2012-2013	2011-2012
Coûts directs	51,79	52,49	50,87	60,68	62,70	60,63
Coûts indirects	33,21	36,44	34,50	33,87	36,28	37,71
<b>Coût total par heure</b>	<b>85,00</b>	<b>88,93</b>	<b>85,37</b>	<b>94,55</b>	<b>98,98</b>	<b>98,34</b>
Nombre d'heures de vérification	194 341	179 105	177 220	100 313	110 271	102 198

1. Les données excluent les honoraires versés aux cabinets privés pour des audits d'états financiers.

Le coût total par heure pour les activités de vérification financière (85,00 dollars) a diminué de 4 % (3,93 dollars) par rapport à celui de 2012-2013, notamment à cause des coûts indirects liés aux activités de soutien professionnel et à l'administration. Comme nous l'avons mentionné précédemment, il n'y a pas eu, en 2013-2014, d'inspection de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec, de réunions de l'ensemble du personnel et de travaux de réaménagement importants.

Pour la VOR, le coût total par heure a aussi diminué de 4 % par rapport à l'an dernier, passant de 98,98 à 94,55 dollars. Le recours moins important à des ressources externes pour réaliser nos missions de même que la diminution des coûts indirects expliquent cette baisse.

D'autre part, pour 2013-2014, le coût moyen par heure – vérification financière et vérification de l'optimisation des ressources – a été de 88,24 dollars<sup>3</sup>, soit une diminution de 5 % par rapport à l'année précédente. Notons que le coût moyen par heure du Bureau du vérificateur provincial de la Saskatchewan, seul vérificateur législatif canadien à rendre publique cette information dans son rapport annuel, est de 108,57 dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2013.

3. Ce coût exclut les honoraires versés par le Vérificateur général aux cabinets de comptables professionnels agréés du secteur privé pour des audits d'états financiers.

# Coûts des interventions terminées

Les travaux du Vérificateur général sont diversifiés. Le tableau 6 présente le nombre d'interventions terminées par année financière ainsi que leur coût total, lequel inclut les honoraires professionnels des cabinets du secteur privé assumés par les entités ou par le Vérificateur général.

**Tableau 6 Nombre d'interventions terminées et coût total**

	2013-2014	2012-2013	2011-2012
<b>Vérification financière</b>			
Audits d'états financiers et d'autres informations financières	236	234	216
Vérification de l'information financière et autres travaux connexes <sup>1</sup>	1	1	1
Rapports aux responsables de la gouvernance et à la direction	73	49	55
<b>Coût total (M\$)</b>	<b>23,2</b>	<b>23,5</b>	<b>23,4</b>
<b>Vérification de l'optimisation des ressources</b>			
Vérifications courantes	10 <sup>2</sup>	13	7
Vérification particulière	1 <sup>2</sup>	–	–
Autres travaux (incluant les vigies)	–	1	1
Suivis des recommandations	–	5	2
<b>Coût total (M\$)</b>	<b>8,0</b>	<b>11,7</b>	<b>6,9</b>

1. Le rapport de 2013-2014 portant sur la vérification de l'information financière et d'autres travaux connexes inclut l'analyse de la mise à jour économique et financière de novembre 2013 que nous a confiée l'Assemblée nationale.

2. La liste des interventions est présentée à l'annexe 2.

Le coût total des interventions de vérification financière est resté stable par rapport à celui de 2012-2013, tout comme le nombre de missions d'audit d'états financiers. Signalons que le nombre de missions de ce type varie d'une année à l'autre. Certaines entités font l'objet de plus d'une intervention, principalement parce qu'elles préparent plusieurs états financiers, ce qui implique la production d'autant de rapports d'audit. C'est le cas entre autres de la Caisse de dépôt et placement du Québec (61 interventions), de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (14 interventions) et de la Commission de la construction du Québec (12 interventions).

Le coût du rapport portant sur la vérification de l'information financière et d'autres travaux connexes (y compris les coûts liés aux activités de soutien) est de 1,5 million de dollars (1,3 million en 2012-2013). La réalisation du mandat confié par l'Assemblée nationale, qui portait sur l'analyse de la mise à jour économique et financière de novembre 2013, explique cette augmentation.

Il est à noter que, même si le nombre d'interventions est de 73 pour les rapports aux responsables de la gouvernance et à la direction, les coûts consacrés à ces activités correspondent à 1 % du coût total.

Le coût des interventions de VOR a diminué de 32 % par rapport à celui de 2012-2013. La publication de 11 interventions, comparativement à 19 en 2012-2013, explique cette variation. Précisons que le nombre d'interventions fluctue en fonction de la date d'achèvement des travaux. Ainsi, les 3 missions de vérification figurant dans le *Rapport du commissaire au développement durable*, lequel a été publié en juin 2014, ne sont pas incluses dans ce tableau, car elles ont été terminées après la fin de l'exercice 2013-2014. Pour les 5 derniers exercices, nous avons publié en moyenne 15 interventions par année.

### Vérification financière

Nous présentons dans le tableau 7 les coûts concernant les interventions financières ayant un historique de trois ans (à l'exception de l'audit des états financiers consolidés du gouvernement, de ceux des établissements des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, ainsi que des audits conjoints).

**Tableau 7 Coûts des 115 interventions financières ayant un historique de 3 ans (en milliers de dollars)**

Auteur des interventions	Nombre d'interventions	2013-2014	2012-2013	2011-2012
<b>Vérificateur général</b>	<b>58</b>	<b>5 461</b>	<b>4 949</b>	<b>4 723</b>
<b>Cabinets privés</b>				
Honoraires des cabinets <sup>1</sup>		1 437	1 408	1 497
Encadrement des travaux par le Vérificateur général		861	680	702
<b>Sous-total</b>	<b>57</b>	<b>2 298</b>	<b>2 088</b>	<b>2 199</b>
<b>Total</b>	<b>115</b>	<b>7 759</b>	<b>7 037</b>	<b>6 922</b>

1. Les honoraires des cabinets privés assumés par les entités sont inclus dans cette rubrique.

Comme le montre ce tableau, le coût relatif aux interventions réalisées par le Vérificateur général en 2013-2014 a augmenté de 10 %. La hausse s'explique par les travaux supplémentaires associés aux changements effectués dans les normes comptables, principalement dans la nouvelle norme sur les paiements de transfert pour le secteur public. Par ailleurs, le coût relatif aux interventions confiées à des cabinets du secteur privé a aussi augmenté de 10 %. Ce coût se compose des honoraires professionnels de ces cabinets et des sommes liées à l'encadrement des travaux par le Vérificateur général. Les honoraires des cabinets ont connu une légère hausse, alors que le coût se rapportant aux travaux de supervision menés par le Vérificateur général a augmenté de 27 % par rapport à celui de 2012-2013. Le changement de référentiel comptable pour les états financiers de certaines entités et l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert ont nécessité davantage de travaux de la part du Vérificateur général.

À titre informatif, le lecteur trouvera à l'annexe 3 des renseignements détaillés relativement aux missions que nous avons confiées à des cabinets du secteur privé ainsi qu'aux honoraires professionnels associés à celles-ci.

En 2013-2014, les états financiers de cinq établissements des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation [deux centres hospitaliers universitaires, une université, un cégep et une commission scolaire] ont été audités par le Vérificateur général. Comme l'an passé, le coût de ces audits s'est élevé à 1,4 million de dollars, et ce, même si nous avons audité pour la première fois les états financiers de trois établissements. Notons que des économies ont été réalisées pour les entités auprès desquelles nous avons effectué un audit pour la troisième année consécutive.

Des audits ont également été menés conjointement avec des cabinets du secteur privé. En 2013-2014, nous avons procédé de cette façon pour l'audit des états financiers des mêmes entités que l'an passé. La répartition des travaux entre les co-auditeurs (Vérificateur général et cabinets du secteur privé) peut varier d'une année à l'autre. Le tableau 8 présente le coût de ces travaux.

**Tableau 8 Coût des audits conjoints (en milliers de dollars)**

	Exercice terminé								
	2013			2012			2011		
	VGQ	Cabinets privés <sup>1</sup>	Total	VGQ	Cabinets privés <sup>1</sup>	Total	VGQ	Cabinets privés <sup>1</sup>	Total
CDPQ	542	1 647	2 189	591	1 663	2 254	612	1 348	1 960
HQ	482	2 204	2 686	512	2 222	2 734	518	2 171	2 689
IQ	274	282	556	319	475	794	261	275	536
LQ	657	546	1 203	574	1 194	1 768	671	1 384	2 055
SAAQ	318	185	503	314	185	499	320	221	541
SAQ	169	165	334	131	270	401	149	198	347
SGF <sup>2</sup>	-	-	-	-	-	-	146	516	662
<b>Total</b>	<b>2 442</b>	<b>5 029</b>	<b>7 471</b>	<b>2 441</b>	<b>6 009</b>	<b>8 450</b>	<b>2 677</b>	<b>6 113</b>	<b>8 790</b>

1. Les honoraires professionnels des cabinets privés sont assumés par les entités.

2. La SGF a fusionné avec Investissement Québec le 1<sup>er</sup> avril 2011. Les derniers états financiers ont été dressés au 31 mars 2011.

CDPQ Caisse de dépôt et placement du Québec (sans les filiales)

HQ Hydro-Québec (sans les filiales)

IQ Investissement Québec (sans les filiales)

LQ Société des loteries du Québec (Loto-Québec)

SAAQ Société de l'assurance automobile du Québec (y compris le fonds administré)

SAQ Société des alcools du Québec

SGF Société générale de financement du Québec (sans les filiales)

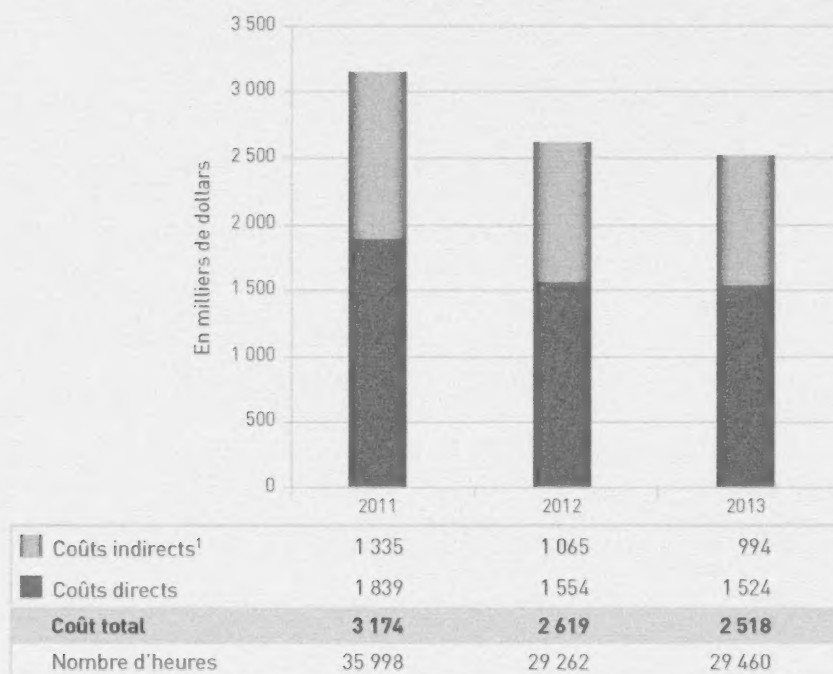
Pour l'exercice terminé en 2013, le coût total pour l'audit des états financiers de ces entités s'est élevé à 7,5 millions de dollars. Les coûts du Vérificateur général représentent 33 % de ce montant (2012 : 29 %).

Le coût des travaux menés par le Vérificateur général est resté stable, alors que le coût total des audits des cabinets du secteur privé a diminué de 16 %. Cette diminution s'explique, d'une part, par l'utilisation d'un processus d'appel d'offres pour choisir les cabinets qui ont effectué l'audit conjoint d'IQ et celui de Loto-Québec et, d'autre part, par le fait que des éléments avaient engendré des travaux supplémentaires en 2012, soit la fusion de la SGF

avec IQ et l'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS) comme référentiel comptable pour IQ, Loto-Québec et la SAQ. Comme nous l'avons souligné dans nos rapports précédents, nous sommes d'avis qu'un audit conjoint n'est pas nécessaire pour certaines de ces entités. Le premier chapitre du *Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2012-2013* consacré à la vérification de l'information financière et aux autres travaux connexes traite de ce sujet.

Par ailleurs, l'audit des états financiers consolidés du gouvernement est une mission importante pour le Vérificateur général. Il comprend l'audit des données financières des entités du périmètre comptable pour lesquelles il n'y a pas d'audit distinct. Les coûts liés à l'audit de ces états financiers pour l'année financière terminée le 31 mars 2013 se sont chiffrés à 2,5 millions de dollars, contre 2,6 millions en 2012 (figure 1), soit une baisse de 4 %. Il est difficile pour le Vérificateur général de se comparer quant à cet audit puisqu'aucun vérificateur législatif au Canada ne présente une telle information dans son rapport annuel.

**Figure 1 Coût de l'audit des états financiers consolidés du gouvernement du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars**

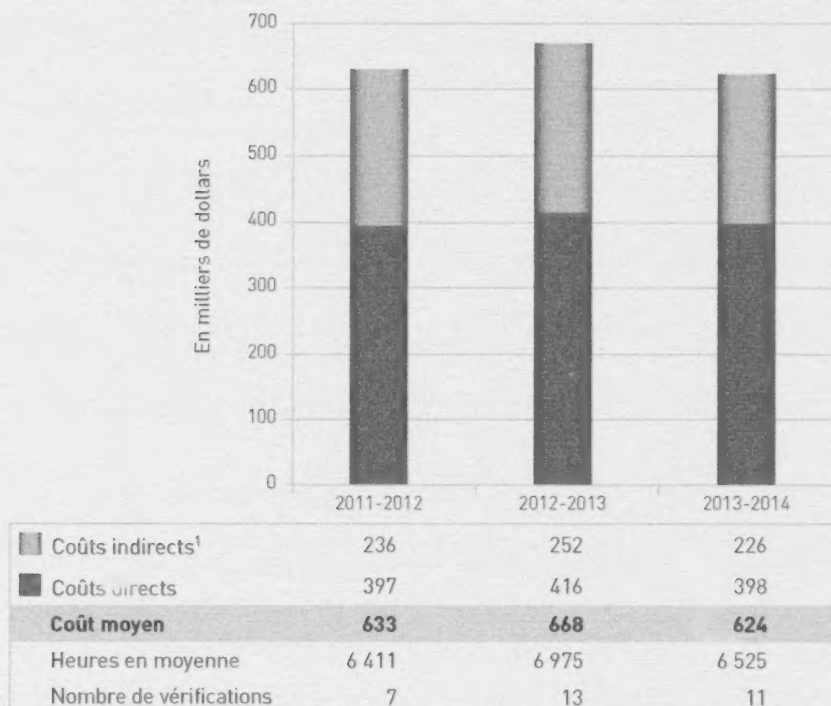


1. Les coûts indirects se composent des frais généraux (loyer, télécommunications et autres) et des dépenses liées aux activités de soutien.

## Vérification de l'optimisation des ressources

Pour la VOR, le coût des vérifications (courantes et particulière) publiées dans les tomes du *Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2013-2014* s'est élevé à 6,9 millions de dollars, le coût moyen étant de 624 000 dollars (figure 2).

Figure 2 Coût moyen des vérifications de l'optimisation des ressources (courantes et particulière)



1. Les coûts indirects se composent des frais généraux (loyer, télécommunications et autres) et des dépenses liées aux activités de soutien.

Le coût moyen de ces vérifications a diminué de 7 %, comparativement à 2012-2013. Nous avons consacré en moyenne à chaque VOR 6 525 heures en 2013-2014. Divers facteurs influent sur le nombre d'heures nécessaires pour mener à bien une VOR, dont la complexité des enjeux relatifs au sujet, les modifications dans l'affectation du personnel, les difficultés quant à l'obtention des documents et à la validation des constats ainsi que l'ajout de travaux au cours de la vérification.

Par ailleurs, d'autres travaux ont nécessité 1,1 million de dollars, comparativement à 2 millions en 2012-2013. La constitution d'une banque de projets, la préparation des auditions devant les commissions parlementaires et des travaux associés à la réalisation de mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance font partie de ces travaux.

# Reddition de comptes selon le plan stratégique

Le 13 juin 2012, le *Plan stratégique 2012-2015* a été déposé à l'Assemblée nationale. Le présent rapport constitue la deuxième reddition de comptes à l'égard de ce plan.

## *Plan stratégique 2012-2015*

Notre mission	Dans l'esprit de la <i>Loi sur le vérificateur général</i> , favoriser, par la vérification financière et celle de l'optimisation des ressources, le contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics, au bénéfice des citoyennes et citoyens du Québec, et ce, dans la perspective d'un développement durable.
Notre vision	Un employeur recherché, une institution performante et experte au service de l'Assemblée nationale pour contribuer à la saine gestion des fonds publics.
Nos valeurs	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ L'indépendance, l'objectivité et le respect : nos assises.</li><li>▪ L'exemplarité, la transparence et la rigueur : notre engagement.</li><li>▪ Le professionnalisme et l'intégrité : notre force.</li></ul>
Notre client	L'Assemblée nationale et ses commissions.
Nos partenaires	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Les autres vérificateurs législatifs.</li><li>▪ Les organismes de normalisation en vérification, en comptabilité et en gestion.</li><li>▪ Les cabinets de comptables professionnels agréés.</li></ul>
Nos orientations	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Assister les parlementaires dans leur fonction de contrôle.<ol style="list-style-type: none"><li>1.1 Des travaux à valeur ajoutée.</li><li>1.2 Une collaboration étroite avec la Commission de l'administration publique.</li></ol></li><li>2. Contribuer à la saine gestion de l'administration publique.<ol style="list-style-type: none"><li>2.1 L'influence des travaux du Vérificateur général.</li></ol></li><li>3. Être un employeur de choix.<ol style="list-style-type: none"><li>3.1 La consolidation de la main-d'œuvre.</li><li>3.2 L'optimisation des compétences.</li></ol></li><li>4. Améliorer nos pratiques de façon continue.<ol style="list-style-type: none"><li>4.1 Des travaux de qualité.</li><li>4.2 Un milieu de travail respectueux de l'environnement.</li></ol></li></ol>

Tous nos objectifs, nos indicateurs et nos cibles tendent à concrétiser notre vision. Dans les paragraphes suivants, nous présentons, regroupés par orientation, les résultats obtenus en 2013-2014 ; pour l'objectif 1.1.1, l'annexe 4 liste les rapports portant sur des enjeux majeurs de l'administration publique. Quant à l'annexe 5, elle donne de l'information concernant les activités d'autres vérificateurs législatifs.

## Au service de l'Assemblée nationale dans la perspective d'un développement durable

Le Vérificateur général a pour unique client l'Assemblée nationale et ses commissions. Il partage avec son client l'intérêt de parfaire la gestion de l'administration publique et de favoriser la fiabilité de l'information financière produite par les entités gouvernementales.

### Orientation 1. Assister les parlementaires dans leur fonction de contrôle

Nos travaux de vérification constituent une source indépendante et impartiale d'information lors des débats parlementaires. Ils se doivent de retenir l'attention des membres de l'Assemblée nationale et de faire régulièrement l'objet d'une étude approfondie par l'une de ses commissions, notamment la Commission de l'administration publique (CAP).

De fait, le Vérificateur général vise à transmettre des travaux à valeur ajoutée aux élus. Le tableau 9 présente les résultats obtenus par rapport aux objectifs associés à l'orientation 1.

Tableau 9 Sommaire des résultats liés à l'orientation 1

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats		
		2013-2014	2013-2014	2012-2013	2011-2012
1.1.1 Réaliser des travaux portant sur des enjeux majeurs de l'administration publique.	Nombre de rapports concernant les secteurs suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>la santé et les services sociaux ;</li> <li>l'éducation ;</li> <li>les infrastructures ;</li> <li>les ressources naturelles ;</li> <li>les finances publiques ;</li> <li>la mesure de la performance.</li> </ul>	1 par secteur	6 rapports dans 4 secteurs et travaux en cours dans les 2 autres	10 rapports, dont au moins 1 par secteur	3 rapports dans 3 secteurs <sup>1</sup>
1.1.2 Maximiser l'utilisation des travaux du Vérificateur général.	Nombre de rapports examinés par une commission parlementaire ;	10	13	2	8
	Pourcentage des rapports utilisés ou évoqués par l'Assemblée nationale dans les 3 années suivant leur publication.	75 %	65 %	58 %	73 %

1. Le VGQ n'avait pas cet objectif dans le *Plan stratégique 2009-2012*.

Tableau 9 Sommaire des résultats liés à l'orientation 1 (suite)

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats			
		2013-2014	2013-2014	2012-2013	2011-2012	
1.1.3 Assurer les parlementaires de la fidélité des états financiers quant au respect des principes comptables généralement reconnus.	Pourcentage des rapports de l'auditeur ne contenant pas d'opinion modifiée <sup>2</sup> .	100 %	88 %	98 %	99 %	
1.1.4 Sensibiliser les parlementaires au concept de développement durable et à ses principes.	Nombre de commissions parlementaires (autres que la Commission de l'administration publique) dont des membres ont participé à une rencontre d'information.	2 nouvelles commissions	1	-	1	
1.2.1 Effectuer un suivi concernant l'application des recommandations formulées aux entités par la Commission de l'administration publique.	Pourcentage des recommandations de la Commission de l'administration publique faisant l'objet d'un suivi.	70 %	100 %	83 %	70 %	
1.2.2 Expliquer le rôle du Vérificateur général aux nouveaux membres de la Commission de l'administration publique.	Nombre de membres informés dans les 6 mois suivant leur nomination.	Tous les nouveaux membres	3 sur 5	2 sur 2	1 sur 1	
1.2.3 S'assurer de la satisfaction des membres de la Commission de l'administration publique à l'égard des travaux du Vérificateur général.	Nombre de membres sondés se déclarant satisfaits.	Tous les membres	9 sur 9	s.o.	5 sur 5	

2. L'indicateur a été modifié pour ajuster la terminologie à celle des Comptables professionnels agréés du Canada.

## 1.1 Des travaux à valeur ajoutée

Le Vérificateur général oriente ses interventions en fonction de la valeur ajoutée des travaux qu'il effectue au profit des parlementaires et selon les pouvoirs qui lui sont donnés par sa loi. Sa capacité à établir des liens entre les multiples observations issues de ses travaux, à en dégager des conclusions rigoureuses et à formuler des recommandations réfléchies concourt à la pertinence ainsi qu'à l'utilité des rapports qu'il dépose à l'Assemblée nationale.

À cet égard, nous voulions réaliser des travaux portant sur des enjeux majeurs de l'administration publique dans chacun des six secteurs spécifiés dans le tableau 9 (objectif 1.1.1). En 2013-2014, nous avons produit six rapports relatifs à quatre des six secteurs visés. Des travaux étaient en cours dans les deux autres secteurs, soit l'éducation et les ressources naturelles. Les deux vérifications ont été rendues publiques en juin 2014, une par le vérificateur général et l'autre par le commissaire au développement durable. Tous ces rapports figurent dans l'annexe 4.

De plus, des travaux ont été entrepris auprès de quatre sociétés d'État afin de donner suite à la modification législative de juin 2013 concernant la VOR auprès d'entités appelées auparavant *entreprises* du gouvernement. Nous avons également réalisé deux vérifications particulières; l'une a été déposée en février et l'autre, en juin 2014.

D'autre part, l'examen des rapports de vérification par une commission parlementaire permet de maximiser l'utilisation de nos travaux (**objectif 1.1.2**). Pour 2013-2014, nous souhaitons que 10 rapports fassent l'objet d'un tel exercice. De fait, 3 commissions parlementaires ont examiné 13 de nos rapports. Trois d'entre eux ont été entendus à la fois par la CAP et la Commission de la santé et des services sociaux. Pour sa part, la CAP a examiné 12 de nos rapports (2012-2013 : 2 rapports).

La Commission de la santé et des services sociaux a entendu le vérificateur général à deux reprises, soit en novembre 2013 et en février 2014. La première audition concernait le livre blanc sur la création d'une assurance autonomie. À cette occasion, le vérificateur général a traité de trois VOR menées par son organisation : la déficience intellectuelle et les troubles envahissants du développement, les services à domicile offerts aux personnes âgées en perte d'autonomie ainsi que les services d'hébergement fournis à celles-ci. Cette dernière vérification a aussi fait l'objet d'une audition distincte concernant les conditions de vie des adultes hébergés dans les centres d'hébergement et de soins de longue durée.

La Commission de l'économie et du travail a, quant à elle, entendu l'ancien président-directeur général et l'ancien président du conseil d'administration de Tourisme Montréal le 10 février 2014. Bien que le vérificateur général n'ait pas pris part à l'audition, les parlementaires se sont référés au rapport qu'il a rendu public à l'automne 2013 concernant Tourisme Québec et les associations touristiques régionales.

Par ailleurs, en novembre 2013, le vérificateur général a également été entendu à la Commission des finances publiques à deux reprises. Une audition concernait le mandat confié par l'Assemblée nationale, qui portait sur l'analyse de la mise à jour économique et financière de novembre 2013, et l'autre avait trait à l'étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et à l'évolution des finances publiques.

Nous suivons également avec intérêt le pourcentage des rapports utilisés ou évoqués par l'Assemblée nationale dans les 3 ans suivant leur publication pour dresser un portrait à long terme de l'utilisation de nos travaux. Le résultat obtenu a été de 65 %, comparativement à 58 % en 2012-2013. Toutefois, ce résultat est de 10 points inférieur à la cible de 75 %. Les parlementaires ont utilisé ou évoqué 33 des 51 rapports publiés durant cette période. Par ailleurs, si l'on exclut les suivis de vérifications de l'optimisation des ressources, le résultat est plutôt de 76 %.

Les utilisateurs d'information financière devraient disposer d'une information de qualité en la matière. Pour assurer les parlementaires de la fidélité des états financiers quant au respect des principes comptables généralement reconnus, notamment les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP) et les IFRS, nous visons à ce que tous les rapports de l'auditeur signés par le vérificateur général ne contiennent pas d'opinion modifiée pour les missions terminées en 2013-2014 (objectif 1.1.3). Rappelons qu'une opinion modifiée est formulée lorsque les états financiers comportent une ou plusieurs anomalies significatives.

De tous les rapports signés, 23 (4 en 2012-2013) ont donné lieu à des opinions modifiées. La plupart de celles-ci concernent la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert. Le chapitre 2 du *Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2013-2014* consacré à la vérification de l'information financière et aux autres travaux connexes traite de ce sujet.

De plus, trois rapports signés ont donné lieu à des opinions modifiées pour d'autres raisons. Ces rapports accompagnaient les états financiers des entités suivantes :

- Agence du revenu du Québec, pour les activités de nature administrative (au 31 mars 2013). Une réserve a été ajoutée dans le rapport de l'auditeur; les données des opérations fiduciaires relatives à l'administration provisoire des biens non réclamés aux 31 décembre 2011 et 2012 n'ont pu être auditées puisqu'il n'y avait pas d'éléments probants suffisants et appropriés concernant ces données.
- Agence du revenu du Québec, pour l'administration des biens non réclamés (au 31 décembre 2009). Le rapport du vérificateur sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2008 comportait une restriction puisque ces états financiers ne présentaient pas l'exhaustivité des sommes à payer, ce qui n'était pas conforme aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Conséquemment, les états financiers au 31 décembre 2009 comportaient une restriction sur les soldes d'ouverture.
- CHU de Québec (au 31 mars 2013). En plus de la réserve sur la comptabilisation des paiements de transfert mentionnée ci-dessus, le rapport de l'auditeur comportait une réserve relative aux NCCSP portant sur la comptabilisation des contrats de location d'immeubles. Mentionnons que cette réserve a été formulée par les autres auditeurs indépendants à l'égard de tous les établissements du réseau de la santé et des services sociaux, lorsque la situation s'appliquait.

Par ailleurs, dans le but de sensibiliser les parlementaires au concept et aux principes de développement durable (objectif 1.1.4), le Vérificateur général vise à rencontrer chaque année les membres de deux commissions parlementaires autres que la CAP. Ainsi, le 11 avril 2013, les membres de la Commission de l'aménagement du territoire ont rencontré le vérificateur général et le commissaire au développement durable. Lors de cette rencontre, ceux-ci ont présenté l'organisation et ont brossé un portrait des missions réalisées en matière de développement durable au cours des dernières années. Ils ont également mis en lumière les enjeux stratégiques à cet égard.

## 1.2 Une collaboration étroite avec la Commission de l'administration publique

La CAP a la compétence d'entendre, chaque année, les sous-ministres et les dirigeants d'organismes pour s'assurer qu'ils rendent des comptes sur leur gestion. Au terme de ses auditions, elle formule des recommandations pour inciter ces administrateurs publics à améliorer les pratiques de gestion des organisations qu'ils dirigent.

Afin de soutenir cette démarche d'amélioration de la gestion des fonds publics, nous nous sommes engagés à effectuer un suivi concernant l'application de recommandations formulées aux entités par la CAP (objectif 1.2.1). Le choix des recommandations s'effectue en fonction de certains critères, dont le lien avec la mission du Vérificateur général, la possibilité de vérifier leur application au prix d'un effort raisonnable et le moment où le Vérificateur général effectue le suivi de ses recommandations de VOR. En 2013-2014, nous avons effectué le suivi de l'ensemble des recommandations formulées dans les vingt-cinquième et vingt-huitième rapports sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics qui répondaient à ces critères. Nous avons jugé que les progrès étaient satisfaisants pour la totalité de celles-ci. Des recommandations figurant dans les vingt-sixième, vingt-septième et vingt-huitième rapports devraient être suivies plus tard.

De plus, nous nous sommes donné l'objectif d'expliquer le rôle du Vérificateur général aux nouveaux membres n'ayant jamais siégé à la Commission, et ce, dans les six mois suivant leur nomination (objectif 1.2.2). Nous devions informer cinq membres de ce rôle ; de ce nombre, trois ont été sensibilisés. Quant aux deux autres, ils ont eu l'occasion de se familiariser avec notre institution et nos travaux lors de séances de travail auxquelles le vérificateur général était convoqué. Par ailleurs, notons que, à la suite des élections d'avril 2014, ce dernier a entrepris des démarches afin de fixer une rencontre d'information avec les nouveaux membres de la CAP nommés en juin 2014.

Nous nous préoccupons également de la satisfaction des membres de la CAP à l'égard de nos travaux (objectif 1.2.3) et visons à ce que tous les membres se déclarent satisfaits. Le 12 février 2014, à l'occasion de l'audition publique portant sur notre rapport annuel de gestion 2012-2013, les membres de la CAP ont exprimé leur satisfaction par rapport à la collaboration et à l'appui que nous leur offrons dans l'exercice de leurs responsabilités.

## Pour une saine gestion des fonds publics

Le Vérificateur général cherche à susciter des améliorations en matière de gestion publique en communiquant aux dirigeants des entités les constatations, les recommandations et les autres commentaires qui découlent de ses travaux de vérification financière et de celle de l'optimisation des ressources.

### Orientation 2. Contribuer à la saine gestion de l'administration publique

La mise en œuvre des recommandations formulées par le Vérificateur général traduit l'influence concrète qu'il exerce sur les pratiques de gestion adoptées par les entités gouvernementales. Outre ses travaux de vérification, il peut entreprendre des démarches auprès des responsables associés à son champ d'action pour partager avec eux les connaissances acquises par son personnel. Le tableau 10 regroupe les résultats ayant trait aux objectifs afférents à cette orientation.

Tableau 10 Sommaire des résultats liés à l'orientation 2

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats		
		2013-2014	2013-2014	2012-2013	2011-2012
2.1.1 Favoriser l'application des recommandations formulées aux entités par le Vérificateur général.	Pourcentage des recommandations donnant lieu à des progrès satisfaisants ;	70 %	58 %	60 %	52 %
	Pourcentage des plans d'action reçus des entités à la suite d'une demande de la Commission de l'administration publique et répondant aux attentes du Vérificateur général.	100 %	100 %	96 %	s.o.
2.1.2 Accroître le partage des connaissances du Vérificateur général avec l'administration publique et les responsables de la gouvernance.	Nombre d'actions mises en œuvre.	3 actions, notamment en développement durable	5	5	s.o.

## 2.1 L'influence des travaux du Vérificateur général

Le taux d'application des recommandations constitue un bon moyen d'évaluer les retombées de nos travaux. Dans notre plan stratégique, nous visions à ce que, en 2013-2014, 70 % des recommandations formulées par le Vérificateur général donnent lieu à des progrès satisfaisants (objectif 2.1.1). Cette cible n'a pas été atteinte, le taux enregistré cette année étant de 58 % (60 % en 2012-2013).

Précisons que le taux d'application que nous avons établi regroupe les résultats ayant trait aux recommandations faisant suite aux vérifications financières et aux VOR. Le tableau 11 détaille les résultats pour chacune de ces catégories.

Tableau 11 Niveau d'application des recommandations

	Vérification financière			Vérification de l'optimisation des ressources		
	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2013-2014	2012-2013	2011-2012
Recommandations donnant lieu à des progrès satisfaisants <sup>1</sup>	58 %	60 %	52 %	59 %	60 %	54 %
Nombre de recommandations	226	189	217	68	151	89
Nombre de rapports	49	41	43	4	13	6

1. Les progrès sont jugés satisfaisants lorsque les correctifs sont apportés entièrement ou en majeure partie.

En vérification financière, les résultats présentés concernent les rapports transmis aux responsables de la gouvernance et à la direction dans la période d'avril 2013 à mars 2014 et portent en majorité sur les exercices clos en 2012 et en 2013. Les recommandations formulées dans le rapport *Vérification de l'information financière et autres travaux connexes* font également l'objet d'un suivi. Le pourcentage des recommandations donnant lieu à des progrès satisfaisants a été de 58 %, soit une diminution de deux points par rapport à celui de l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par les résultats obtenus pour les recommandations portant sur la gestion des technologies de l'information.

Notons que le rapport *Vérification de l'information financière et autres travaux connexes* publié en février 2014 présente un portrait des recommandations formulées dans les rapports transmis aux entités d'octobre 2012 à octobre 2013 ainsi que des recommandations énoncées dans le rapport de l'année précédente.

Par ailleurs, l'évaluation de l'application des recommandations formulées dans les VOR est généralement effectuée trois ans après leur publication. Tout d'abord, l'entité fait une première évaluation. Par la suite, la plausibilité de l'information reçue est appréciée par le Vérificateur général et, s'il y a lieu, des renseignements additionnels sont demandés, lesquels peuvent amener une révision des conclusions de l'entité. Nous pouvons nous inspirer de ces travaux pour la sélection des recommandations devant faire l'objet d'un suivi plus approfondi.

En 2013-2014, 59 % des 68 recommandations suivies, lesquelles avaient été publiées dans les tomes de 2010-2011, ont donné lieu à des progrès satisfaisants. Le tableau 12 montre que la cible de 70 % n'a été atteinte que pour 1 des 4 vérifications concernées. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce résultat. Par exemple, pour la vérification portant sur la gestion gouvernementale de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste, le moratoire imposé sur certaines activités liées à la recherche ou à l'exploitation a eu pour effet de ralentir le développement du secteur et, par le fait même, la mise en œuvre de nos recommandations. En ce qui a trait à la vérification concernant les interventions en matière de développement régional, la concertation nécessaire entre les différents acteurs du secteur explique, entre autres, le rythme plus lent pour la mise en œuvre des recommandations. De plus, il faut garder à l'esprit que des progrès insatisfaisants ne signifient pas nécessairement qu'aucune amélioration n'a été apportée. Souvent, des actions ont été amorcées, mais elles n'ont pas encore porté fruit.

Nous poursuivons la réflexion entamée au printemps 2013 sur le processus qui chapeaute le suivi des recommandations en vue d'accroître les retombées des vérifications que nous menons.

**Tableau 12 Application des recommandations par vérification**

Nom de la vérification	Recommandations suivies	Recommandations donnant lieu à des progrès satisfaisants	
		N <sup>bre</sup>	%
Performance relative aux principales activités du Centre de santé et de services sociaux d'Arthabaska-et-de-l'Érable	36	28	78
Mise en application de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> dans le secteur industriel	10	5	50
Interventions en matière de développement régional	15	6	40
Gestion gouvernementale de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste	7	1	14
<b>Total</b>	<b>68</b>	<b>40</b>	<b>59</b>

Depuis 2009-2010, nous procédons également au suivi des recommandations environ 5 ans après la publication du rapport de VOR si nous avons jugé après 3 ans que les progrès étaient insatisfaisants. Cette année, 52 recommandations ont fait l'objet d'un tel suivi. Sur l'ensemble des recommandations formulées initialement dans les 8 vérifications concernées, le taux d'application a été de 77 %, alors qu'il était de 54 % lors du premier suivi.

Pour leur part, les responsables des entités visées doivent produire un plan d'action énumérant les actions structurantes prévues pour donner suite aux recommandations qui leur sont adressées ainsi qu'un échéancier et déposer ce plan à la CAP. Un des objectifs que nous nous sommes donnés est d'analyser tous les plans demandés par la CAP à la suite de nos travaux et de nous assurer qu'ils permettent aux entités d'intervenir à l'égard de tous les volets abordés dans les recommandations (objectif 2.1.1). En 2013-2014, nous avons analysé les 36 plans d'action reçus des entités (2012-2013 : 28) ; la totalité a répondu à nos attentes.

Les travaux du Vérificateur général contribuent d'une autre façon à améliorer la gestion des fonds publics. En effet, les nombreuses missions menées à bien par ses employés font que ceux-ci détiennent une expertise utile et diversifiée. L'organisation s'est donc engagée à déployer des efforts particuliers en vue d'accroître le partage de ses connaissances avec l'administration publique et les responsables de la gouvernance (objectif 2.1.2). En 2013-2014, le Vérificateur général a participé à cinq événements permettant de concrétiser cet objectif. Voici le détail de ces événements :

- Le 20 février 2014, le vérificateur général par intérim, M. Michel Samson, a prononcé une conférence devant le Collège des administrateurs de sociétés. Il a notamment traité de gouvernance et de certains de nos rapports en lien avec le sujet, dont le rapport ayant trait à Tourisme Québec et aux associations touristiques régionales et celui faisant le point sur la gestion administrative et la gouvernance du Centre hospitalier de l'Université de Montréal.
- Le commissaire au développement durable, M. Jean Cinq-Mars, a prononcé deux conférences. L'une a eu lieu le 3 octobre 2013; l'événement était organisé par le Conseil patronal de l'environnement du Québec. L'autre a été donnée le 20 février 2014 et l'événement était présenté par le Réseau canadien de l'eau. Ces conférences ont notamment traité des vérifications relatives à la gestion de l'eau qu'il a effectuées.
- Lors du colloque de GP-Québec<sup>4</sup> qui s'est tenu le 23 octobre 2013, un cadre a prononcé une conférence intitulée « Gestion de projets : apprendre d'hier pour mieux atténuer les risques de demain ».
- Le 15 novembre 2013, une cadre a pris part au Forum « L'accès aux services... et maintenant ? », organisé par le Mouvement des personnes handicapées pour l'accès aux services. À cette occasion, elle a présenté le rapport portant sur la déficience intellectuelle et les troubles envahissants du développement.

4. GP-Québec est une communauté de praticiens en gestion de projets publics au Québec.

## Un employeur recherché, reconnu pour son expertise

La gestion des ressources humaines représente un défi de taille. Les tendances démographiques, les défis liés au recrutement de ressources compétentes et la propension des employés à envisager une plus grande mobilité professionnelle sont parmi les facteurs à considérer. La mise en œuvre de moyens pertinents et efficaces en la matière est une préoccupation continuelle pour le Vérificateur général. Sa crédibilité et son pouvoir d'influence reposent avant tout sur l'expertise de ses ressources humaines.

### Orientation 3. Être un employeur de choix

Pour conserver sa réputation et continuer de tendre vers l'excellence, le Vérificateur général doit poursuivre ses efforts en vue de recruter, en temps opportun, des personnes dont les connaissances et les compétences répondent à ses attentes, qui sont très élevées. Il a de plus le défi de fidéliser et de motiver sa main-d'œuvre en mettant en place de saines pratiques de gestion des ressources humaines. L'objectif global est de créer un environnement de travail qui valorise et suscite le dépassement. Les résultats relatifs aux objectifs contenus dans l'orientation 3 sont exposés dans le tableau 13.

Tableau 13 Sommaire des résultats liés à l'orientation 3

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats		
		2013-2014	2013-2014	2012-2013	2011-2012
3.1.1 Attirer, dans un délai raisonnable, des personnes détenant l'expertise et le profil nécessaires à la réalisation des travaux.	Pourcentage des personnes sélectionnées qui acceptent une offre d'emploi ;	90 %	88 %	85 %	s.o.
	Délai moyen pour pourvoir les postes.	6 semaines	7	8,5	s.o.
3.1.2 Renforcer la mobilisation du personnel.	Taux de maintien en poste ;	88 %	85 %	92 %	89 %
	Moyenne des années d'expérience cumulées chez le Vérificateur général <sup>1</sup> ;	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	Indice de satisfaction des employés.	8 sur 10 <sup>2</sup>	s.o.	s.o.	8 sur 10
3.2.1 Soutenir le développement des compétences professionnelles du personnel.	Mise au point d'une stratégie de gestion des connaissances et des compétences ;	s.o.	s.o.	Stratégie adoptée	s.o.
	Taux d'application des mesures incluses dans la stratégie de gestion des connaissances et des compétences ;	90 % <sup>2</sup>	En cours	s.o.	s.o.
	Moyenne du nombre de jours de formation, par personne.	8 jours	9	9	10

1. L'indicateur a été retiré en 2013-2014.

2. Cette cible doit être atteinte en 2014-2015.

### 3.1 La consolidation de la main-d'œuvre

La main-d'œuvre qualifiée dont le Vérificateur général a besoin se fait rare, en plus d'être sollicitée par le secteur privé et les autres entités gouvernementales. Nous devons surveiller la situation de près afin de prendre les mesures appropriées, au moment opportun, pour parer aux difficultés rencontrées.

Dans ce contexte, nous nous sommes fixé comme objectif d'attirer, dans un délai raisonnable, des personnes détenant l'expertise et le profil nécessaires à la réalisation de nos travaux (objectif 3.1.1). Concrètement, nous souhaitons que 90 % des personnes sélectionnées acceptent nos offres d'emploi. En 2013-2014, 88 % des 24 offres présentées aux candidats ont été acceptées (2012-2013 : 85 % des 27 offres). En fait, 3 personnes ont refusé notre proposition. Pour atteindre l'objectif de 90 %, une de ces personnes aurait dû accepter. Lors de la prise de décision des candidats, le niveau salarial demeure un point délicat. D'autre part, le délai moyen pour pourvoir les 21 postes a été de 7 semaines, soit une diminution de plus d'une semaine par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, la cible de 6 semaines n'a pas été atteinte. Notons que celle-ci sera difficile à atteindre en 2014-2015, puisque plusieurs postes de VOR, devenus vacants au cours de l'année, l'étaient toujours au 31 mars 2014.

La crédibilité du Vérificateur général repose en majeure partie sur l'expertise et le savoir-faire de ses employés : leur engagement est essentiel à la réalisation de sa mission. Il a donc prévu déployer des efforts particuliers pour renforcer la mobilisation de son personnel (objectif 3.1.2). Trois indicateurs clés servent à mesurer cet aspect. Le premier indicateur est le taux de maintien en poste, et la cible annuelle est de 88 %. En 2013-2014, 85 % des personnes employées par le Vérificateur général y ont poursuivi leur carrière, comparativement à 92 % en 2012-2013. Après analyse, nous n'avons pas cerné de tendance générale pour expliquer les 40 départs volontaires de cette année. Certes, le fait que les compétences de notre personnel sont reconnues et que beaucoup de nos employés sont constamment en contact avec des représentants des ministères et des organismes constitue un facteur important.

Le deuxième indicateur est le nombre d'années d'expérience cumulées chez nous. Cette donnée nous indique dans quelle mesure les départs s'effectuent avant que le personnel ait atteint un certain seuil d'ancienneté. Nous avons constaté au cours de la deuxième année du plan stratégique que le résultat de cet indicateur est faussé par le nombre de postes vacants en fin d'exercice. En effet, le nombre de postes vacants amène une hausse du nombre moyen d'années d'expérience. Le fait de les pourvoir a l'effet inverse. Par conséquent, nous ne pouvons pas obtenir un portrait juste de la situation. L'indicateur a donc été retiré. À titre d'information, au 31 mars 2014, les employés détenant en moyenne 7,7 années d'ancienneté (2012-2013 : 7,4), mais 15 postes étaient vacants.

L'indice de satisfaction des employés est le troisième indicateur susceptible de nous renseigner sur la mobilisation du personnel. Nous avons entrepris des démarches pour tenir le prochain sondage au cours de l'exercice 2014-2015.

### 3.2 L'optimisation des compétences

L'efficacité du Vérificateur général est intimement liée aux actions soutenant le développement des compétences professionnelles de son personnel (objectif 3.2.1). Pour ce faire, il est opportun d'avoir un portrait de l'expertise détenue par les employés ainsi que de leurs façons de faire.

Au cours de l'année 2013-2014, nous avons entamé la mise en œuvre de la stratégie de la gestion des connaissances et des compétences. Pour le volet de la gestion des connaissances, une analyse sommaire de la «vulnérabilité» de l'ensemble des postes a été effectuée afin de cibler ceux les plus à risque et un projet pilote a été réalisé pour un poste. À la suite des résultats obtenus, d'autres postes font l'objet de la même démarche. Par ailleurs, comme la gestion des compétences a été intégrée dans le processus de gestion des ressources humaines, nous n'avons pas défini de mesures précises à appliquer.

À l'égard du même objectif, le Vérificateur général encourage ses employés à parfaire leurs connaissances dans différents domaines. Nous leur offrons également des cours permettant d'actualiser leur savoir. En 2013-2014, la cible quant à la moyenne du nombre de jours de formation par personne était de 8; nos employés ont consacré en moyenne 9 jours à ce volet de leurs activités professionnelles, soit le même nombre qu'en 2012-2013. Les modifications aux normes comptables ont exigé des jours de formation additionnels au cours des dernières années. Toutefois, comme tous les professionnels ont été formés à cet égard, nous avons révisé la cible pour 2014-2015 et elle est maintenant de 8 jours (elle avait été fixée à 9 jours dans le plan stratégique).

Par ailleurs, conformément à la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*, la proportion de la masse salariale affectée à la formation pour l'année civile 2013 a atteint 3% (605 000 dollars), soit le même pourcentage qu'en 2012 (588 000 dollars). L'exigence légale est de 1%.

## Une institution performante

Le Vérificateur général se fait un devoir de tirer le meilleur parti des crédits qui lui sont alloués par l'Assemblée nationale et d'administrer ses ressources de manière exemplaire, notamment en ce qui a trait à l'impact environnemental de ses activités. La qualité des travaux est également une préoccupation constante pour l'organisation.

### Orientation 4. Améliorer nos pratiques de façon continue

La recherche de l'excellence exige d'être à l'affût et de mettre à profit les outils technologiques de même que les processus de gestion les plus efficaces, y compris en matière de développement durable. En fonction de leur expertise, les différentes équipes contribuent à la mise en œuvre des meilleures pratiques. Les membres du personnel s'appliquent à exécuter leurs tâches avec tout le soin voulu. Le tableau 14 met en évidence les résultats se rapportant à l'orientation 4.

Tableau 14 Sommaire des résultats liés à l'orientation 4

Objectif	Indicateur	Cible	Résultats		
		2013-2014	2013-2014	2012-2013	2011-2012
4.1.1 Appliquer les meilleures méthodes de travail et disposer d'outils technologiques performants en faisant appel à l'étalonnage.	Pourcentage des travaux évalués répondant aux normes de certification ;	100 %	100 %	100 %	100 %
	Nombre de processus de gestion ou de vérification ainsi que d'outils technologiques faisant l'objet d'une évaluation ;	2	2	3	s.o.
	Degré de mise en œuvre des plans d'action découlant de l'évaluation des processus et des outils technologiques.	Mise en œuvre complète selon l'échéancier	1 sur 1	2 sur 2	s.o.
4.2.1 Diminuer l'impact environnemental des activités de l'organisation.	Élaboration d'un cadre de gestion environnementale ;	s.o.	s.o.	Cadre de gestion adopté	s.o.
	Degré de mise en œuvre du plan d'action découlant de l'adoption du cadre de gestion environnementale.	Mise en œuvre complète selon l'échéancier <sup>1</sup>	En cours	s.o.	s.o.

1. Cette cible doit être atteinte en 2014-2015.

#### 4.1 Des travaux de qualité

Le Vérificateur général cherche continuellement à parfaire ses méthodes de travail, tout en veillant à ce que celles-ci remplissent les exigences formulées par les organismes de normalisation (objectif 4.1.1).

Nos travaux de vérification sont évalués régulièrement de façon à voir s'ils respectent les critères pertinents. Pour ce faire, des révisions a posteriori sont effectuées à l'interne ou par des partenaires externes. En 2013-2014, pour les dossiers examinés tant en vérification financière qu'en VOR, la révision a montré que nos travaux ont été exécutés en conformité avec les normes des missions de certification présentées dans le *Manuel de CPA Canada – Certification*. Notons qu'en 2012-2013, l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec a procédé à une inspection quant au respect de ces normes (vérification financière et VOR). Le comité d'inspection professionnelle de l'Ordre avait alors confirmé que le Vérificateur général avait respecté les normes en vigueur.

Par ailleurs, les deux processus sélectionnés pour faire l'objet d'une évaluation (objectif 4.1.1) sont le suivi des recommandations formulées par le Vérificateur général dans les rapports de VOR et l'infrastructure technologique. Au 31 mars 2014, l'état de situation était le suivant pour ces processus. Pour le suivi des recommandations, l'étalonnage avec d'autres vérificateurs législatifs et les consultations à l'interne étaient terminés. Les orientations à présenter au comité de direction avaient également été fixées. Les prochaines étapes prévoient des démarches pour valider ces orientations auprès d'intervenants externes concernés par nos travaux. Un projet pilote est également prévu lorsque le processus sera approuvé. Quant à l'infrastructure technologique, des démarches étaient en cours afin de choisir le fournisseur qui procédera à l'analyse.

Comme nous l'avons mentionné dans le *Rapport annuel de gestion 2012-2013*, la migration liée au logiciel TeamMate (passage de la version R-9 à la version R-10) était en cours. L'implantation était prévue se terminer en mai 2013. Ce projet incluait notamment la migration de 780 dossiers de vérification et de 20 serveurs distants. Après avoir intensifié ses efforts, l'équipe responsable du projet a terminé la migration près d'un mois plus tôt que prévu (objectif 4.1.1). Rappelons que la formation donnée à l'égard de la nouvelle version fournit l'occasion de rappeler les bonnes pratiques d'utilisation du logiciel, lequel vise à améliorer les processus de travail des vérificateurs.

## 4.2 Un milieu de travail respectueux de l'environnement

Le Vérificateur général a poursuivi ses actions en vue de diminuer l'impact environnemental des activités de l'organisation. Dans la foulée de l'adoption, en mars 2013, du *Cadre de gestion environnementale* et de la *Politique environnementale du Vérificateur général du Québec*, l'organisation a bonifié ses mesures de gestion environnementale. Dans un premier temps, elle a élaboré et adopté un plan d'intervention en environnement pour la période 2013-2020. Ce dernier décrit les résultats que l'organisation veut obtenir en matière de gestion environnementale durant cette période.

Par ailleurs, en vue de mettre en œuvre ce plan d'intervention, l'organisation a approuvé en juillet 2013 les actions prévues dans le *Plan d'action en environnement 2013-2015* (objectif 4.2.1). Ce dernier permet entre autres de concrétiser les engagements figurant dans la politique environnementale et d'améliorer l'encadrement de certaines pratiques de gestion environnementale existantes. Il comprend 16 actions regroupées en 4 grandes catégories :

- la participation du personnel ;
- l'intégration d'exigences gouvernementales en matière d'approvisionnement ;
- la consommation d'énergie et de ressources matérielles ainsi que la réduction des émissions atmosphériques et des gaz à effet de serre ;
- la gestion des matières résiduelles.

Au 31 mars 2014, des actions étaient en cours de réalisation.

# Exigences législatives ou gouvernementales

## Réduction et contrôle des dépenses

Le Vérificateur général appuie le *Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014*, déposé par la présidente du Conseil du trésor en mars 2010. Il a dressé son propre plan pour réduire de 10 % les dépenses de fonctionnement de nature administrative. Ce plan prévoyait une réduction des dépenses de 128 000 dollars au 31 mars 2014, les dépenses compressibles ayant été évaluées à 1,2 million de dollars.

Au 31 mars 2014, le Vérificateur général avait réduit les dépenses de cette nature de 298 000 dollars par rapport à 2009-2010, soit l'équivalent de 25 % des dépenses compressibles réelles. Cette réduction découle des mesures instaurées au cours des dernières années ; mentionnons entre autres les suivantes :

- réduction des coûts associés à des services administratifs externes de 72 000 dollars ;
- réduction de 68 000 dollars en ce qui a trait à l'utilisation des services informatiques centraux du gouvernement lors de nos vérifications ;
- diminution de 66 000 dollars pour les dépenses liées aux réunions, à la formation et à la participation à des colloques ;
- baisse de la contribution à la CCAF-FCVI inc. (Fondation canadienne pour la vérification intégrée) de 17 000 dollars ;
- diminution des coûts relatifs au courrier de 14 000 dollars ;
- diminution de 12 000 dollars pour les dépenses liées à l'affichage des emplois à pourvoir ;
- diminution de 8 000 dollars (frais de déplacement) à l'égard des réunions avec les autres vérificateurs législatifs au Canada ;
- diminution de 3 000 dollars pour les dépenses de reprographie à la suite du remplacement de matériel.

Outre les actions accomplies pour donner suite au plan de réduction des dépenses, d'autres gestes posés à partir de 2010-2011 ont été de nouveau faits pour limiter la croissance des dépenses :

- réduction du budget des dépenses de fonction (les dépenses réelles ont été de 3 000 dollars) ;
- non-adhésion au Cercle de la Garnison ;
- diminution du nombre d'exemplaires du rapport du Vérificateur général déposé à l'Assemblée nationale (y compris le *Rapport annuel de gestion*) ;
- aucun versement de boni au rendement au vérificateur général et aux vérificateurs généraux adjoints, conformément au décret du gouvernement ;
- aucun versement de boni au rendement au personnel d'encadrement, conformément à l'exigence légale de juin 2013.

## Programmes d'accès à l'égalité

Le gouvernement a mis en place différents programmes et mesures destinés à faciliter l'accès de la fonction publique à une diversité de personnes. Le tableau 15 illustre la situation chez le Vérificateur général quant aux programmes d'accès à l'égalité.

Tableau 15 État de la situation – Programmes d'accès à l'égalité (en pourcentage)

	Objectif gouvernemental	Résultats		
	2013-2014	2013-2014	2012-2013	2011-2012
<b>Représentativité<sup>1</sup></b>				
Communautés culturelles, anglophones et autochtones	9	5,5	6,6	5,7
Personnes handicapées	2	0,4	0,7	0,4
<b>Taux d'embauche<sup>2</sup></b>				
Communautés culturelles, anglophones, autochtones et personnes handicapées	25	4,3	5,7	5,6

1. Seuls les employés permanents et temporaires ont été considérés dans le calcul.

2. Le personnel occasionnel, les étudiants et les stagiaires ont été inclus dans le calcul, soit 25 embauches additionnelles.

Au 31 mars 2014, la représentation féminine chez le Vérificateur général était de 64 %, soit 1 % de plus que l'année précédente. En fait, des 25 personnes qui ont été embauchées au cours de 2013-2014, 16 étaient des femmes ; quant aux 41 personnes qui sont parties, volontairement ou non, 24 étaient des femmes. Le tableau 16 présente la répartition du personnel féminin par catégories d'emplois.

Tableau 16 Représentation féminine par catégories d'emplois (en pourcentage)

	2013-2014	2012-2013	2011-2012	Fonction publique 2011-2012 <sup>1</sup>
Cadres	56	55	56	43
Professionnels	64	63	63	52
Techniciens	71	80	80	66
Personnel de bureau	88	89	86	86

1. Ce sont les données disponibles les plus récentes.

## Protection des renseignements personnels et accès à l'information

Le Vérificateur général reconnaît l'importance d'assurer la protection des renseignements personnels et l'accès à l'information. Poursuivant l'objectif de minimiser les risques à cet égard, le comité de direction a confié au comité sur la sécurité et l'accès à l'information le mandat de le conseiller en la matière. Ce comité doit voir au respect des exigences légales, notamment celles comprises dans la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, lors de la réception, de l'utilisation et de la gestion des renseignements personnels et des documents contenant de tels renseignements. De plus, il doit voir à la préparation et à la mise à jour des politiques et directives adoptées par le Vérificateur général concernant la sécurité de l'information.

Plusieurs mesures visent à assurer la protection des renseignements personnels. Notons, à titre d'exemple, que l'accès aux bureaux du Vérificateur général est sécurisé, tant à Québec qu'à Montréal, et que tout visiteur doit décliner son identité et signer un registre. Pour ce qui est des données confidentielles contenues dans les dossiers de vérification, nous appliquons les techniques de protection appropriées, comme le cryptage des ordinateurs portables et l'utilisation de contrôles d'accès. Des clauses particulières sont également incluses dans les contrats conclus avec des fournisseurs externes. Par ailleurs, les dossiers du personnel sont conservés sous clé dans les bureaux de la Direction des ressources humaines, ce qui limite leur accessibilité. En outre, une déclaration annuelle relative à l'indépendance et à la confidentialité rappelant les responsabilités en la matière est remplie par l'ensemble du personnel du Vérificateur général.

Depuis 2012-2013, tous les membres du personnel doivent suivre une formation obligatoire d'une demi-journée pour les sensibiliser à la sécurité de l'information et à la protection des renseignements personnels et leur expliquer les obligations à remplir. De plus, des ateliers d'échanges permettent de répondre aux questions et aux préoccupations du personnel dans l'application des politiques et directives.

Quant aux demandes d'accès à l'information, le Vérificateur général a reçu deux demandes, soit une de moins que l'an dernier. Elles ont été traitées dans le respect des exigences légales.

## États financiers audités

Le Vérificateur général est financé par des crédits parlementaires annuels. Les états financiers sont dressés de façon à respecter les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Selon nos états financiers, les charges totales de l'exercice se chiffrent à 26,6 millions de dollars, soit une baisse de 3 % par rapport à l'année précédente.

Pour la rémunération, la baisse de 463 000 dollars (2 %) s'explique notamment par la difficulté à pourvoir les postes vacants et par la dépense de 2012-2013, non récurrente, liée à l'équité salariale. Notons que la rémunération représente 81 % des charges du Vérificateur général (en 2012-2013 : 80 %).

Quant aux services professionnels en vérification, la diminution de 172 000 dollars (12 %) par rapport à l'année précédente est liée, entre autres, aux sommes déboursées en 2012-2013 pour l'inspection professionnelle cyclique effectuée par l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec. Par ailleurs, les sommes consacrées à ces services professionnels sont inférieures de 250 000 dollars à celles prévues dans le budget puisque le recours à des contractuels (71 000 dollars) et à des experts (179 000 dollars) lors des missions de vérification a été moins important que prévu.

Les honoraires versés à des cabinets de comptables professionnels agréés du secteur privé pour les missions d'audit d'états financiers qui leur ont été confiées par le Vérificateur général sont présentés dans la rubrique Services de vérification financière. Ce poste fait l'objet d'une baisse de 34 000 dollars (6 %) puisque deux missions, auparavant confiées à des cabinets, ont été réalisées par des ressources internes.

Les charges liées aux services administratifs sont en baisse de 57 000 dollars (10 %) par rapport à 2012-2013. Cette baisse s'explique notamment par le recours moindre à des conseillers juridiques externes.

Pour les loyers, les taxes et l'électricité, la baisse de 73 000 dollars (6 %) par rapport à l'année précédente est attribuable à une réduction ponctuelle du coût du loyer pour le bureau de Montréal.

D'autre part, les autres charges (droits d'auteur et licences, frais de déplacement et représentation, télécommunications, services d'impression et de publication, fournitures, amortissement des immobilisations corporelles et entretien) ont diminué de 78 000 dollars (4 %).

Québec, le 3 juillet 2014

## Rapport de la direction

Les états financiers du Vérificateur général du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

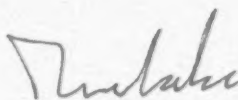
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Vérificateur général du Québec reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le cabinet Laberge Lafleur Brown S.E.N.C.R.L. a procédé à l'audit des états financiers du Vérificateur général du Québec conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de son audit et l'expression de son opinion. L'auditeur indépendant peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction du Vérificateur général du Québec pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Michel Samson, CPA, CA  
Vérificateur général du Québec  
par intérim



Roger Langlois, CPA, CGA  
Directeur de l'administration

## Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Vérificateur général du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014 et les états des résultats et de l'excédent cumulé, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

### *Opinion*

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Vérificateur général du Québec au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations

Conformément au mandat confié et sur la base des éléments probants obtenus lors de la réalisation de nos travaux d'audit sur les états financiers, à notre avis, dans tous les aspects significatifs, le Vérificateur général du Québec s'est conformé aux lois, aux règlements, aux directives ainsi qu'aux règles en vigueur ayant une incidence financière sur les états financiers.

*Saberge Lafleur Beaudin S.E.N.C.R.L.*<sup>1</sup>

**Société de comptables professionnels agréés**

Québec, le 3 juillet 2014

1. CPA auditeur, CA permis n° A107343

**Résultats et excédent cumulé  
de l'exercice clos le 31 mars 2014**  
(en milliers de dollars)

	2014		2013
	Budget (note 3)	Résultats réels	Résultats réels
<b>Revenus (note 4)</b>	<b>27 389</b>	<b>26 620</b>	<b>27 428</b>
<b>Charges</b>			
Rémunération	21 700	<b>21 407</b>	21 870
Services professionnels en vérification	1 481	<b>1 231</b>	1 403
Services de vérification financière	529	<b>552</b>	586
Services administratifs	531	<b>519</b>	576
Droits d'auteur et licences	583	<b>566</b>	614
Frais de déplacement et représentation	420	<b>447</b>	378
Télécommunications	135	<b>118</b>	134
Services d'impression et de publication	260	<b>209</b>	269
Loyers, taxes et électricité	981	<b>889</b>	962
Loyer auprès de la Société québécoise des infrastructures	210	<b>205</b>	205
Fournitures	112	<b>105</b>	100
Amortissement des immobilisations corporelles	420	<b>265</b>	300
Entretien	27	<b>39</b>	32
	<b>27 389</b>	<b>26 552</b>	<b>27 429</b>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>68</b>	<b>(1)</b>
Excédent cumulé au début		<b>729</b>	730
<b>Excédent cumulé à la fin</b>		<b>797</b>	<b>729</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Situation financière**  
**au 31 mars 2014**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Actifs financiers</b>		
Droits de trésorerie	2 110	1 622
Créances	12	26
À recevoir du fonds général du fonds consolidé du revenu, sans intérêt (note 5)	7 326	7 238
	<b>9 448</b>	<b>8 886</b>
<b>Passifs</b>		
Charges à payer et frais courus (note 6)	4 261	4 287
Crédits reportés (note 7)	595	-
Provision pour congés de maladie (note 8)	4 592	4 599
	<b>9 448</b>	<b>8 886</b>
<b>Dette nette</b>	-	-
<b>Actifs non financiers</b>		
Immobilisations corporelles (note 9)	797	729
<b>Excédent cumulé (note 10)</b>	<b>797</b>	<b>729</b>
<b>Obligations contractuelles (note 11)</b>		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le Vérificateur général du Québec



Michel Samson, CPA, CA  
Vérificateur général du Québec  
par intérim



Roger Langlois, CPA, CGA  
Directeur de l'administration

**Variation de la dette nette  
de l'exercice clos le 31 mars 2014**  
(en milliers de dollars)

	2014		2013
	Budget (note 3)	Résultats réels	Résultats réels
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	-	68	(1)
Variation due aux immobilisations :			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(355)	(333)	(299)
Amortissement des immobilisations corporelles	420	265	300
	65	(68)	1
<b>Variation de la dette nette</b>	65	-	-
Dette nette au début		-	-
<b>Dette nette à la fin</b>		-	-

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Flux de trésorerie**  
**de l'exercice clos le 31 mars 2014**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Excédent (déficit) de l'exercice	68	[1]
Élément sans incidence sur les droits de trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	265	300
Variation des actifs et des passifs financiers liés au fonctionnement :		
Créances	14	9
À recevoir du fonds général du fonds consolidé du revenu	(88)	[312]
Charges à payer et frais courus	(94)	431
Crédits reportés	595	[762]
Provision pour congés de maladie	(7)	236
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<b>753</b>	<b>[99]</b>
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(265)	[492]
<b>Augmentation (diminution) des droits de trésorerie</b>	<b>488</b>	<b>[591]</b>
Droits de trésorerie au début	1 622	2 213
<b>Droits de trésorerie à la fin</b>	<b>2 110</b>	<b>1 622</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Notes complémentaires

31 mars 2014

(en milliers de dollars)

### 1. Nature des activités

En vertu de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), le Vérificateur général du Québec effectue notamment la vérification des livres et comptes du fonds consolidé du revenu, des organismes publics et de plusieurs organismes du gouvernement du Québec. Cette vérification comporte la vérification financière, la vérification de la conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives ainsi que la vérification de l'optimisation des ressources. Le Vérificateur général du Québec exerce les pouvoirs que la loi lui confie et les résultats de ses vérifications sont communiqués à l'Assemblée nationale dont il relève. Le Vérificateur général du Québec est financé au moyen de crédits annuels octroyés par l'Assemblée nationale et n'est pas assujéti aux termes des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu.

### 2. Principales méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Vérificateur général du Québec utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers du Vérificateur général du Québec par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des jugements importants. Ces derniers ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

#### Instruments financiers

Les droits de trésorerie et les créances sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût après amortissement.

Les charges à payer et frais courus, à l'exception des avantages sociaux à payer, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût après amortissement.

## Notes complémentaires

31 mars 2014

(en milliers de dollars)

### 2. Principales méthodes comptables (suite)

#### Droits de trésorerie

Les opérations financières du Vérificateur général du Québec sont effectuées par l'entremise du fonds général du fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec. Les droits de trésorerie représentent le montant d'encaisse que le Vérificateur général du Québec a le droit de tirer du fonds général du fonds consolidé du revenu afin d'acquitter ses obligations à même les crédits qui lui ont été accordés.

#### Crédits reportés

Certains crédits parlementaires inutilisés peuvent être reportés uniquement à l'exercice subséquent. Ce report doit être autorisé au préalable par le Bureau de l'Assemblée nationale.

#### Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle.

Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire :

Catégorie	Durée
Améliorations locatives	Durée du bail
Matériel et équipement	5 ans
Équipement informatique et logiciels	3 ans
Développement informatique	10 ans

## **Notes complémentaires**

**31 mars 2014**

(en milliers de dollars)

### **2. Principales méthodes comptables (suite)**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

#### **Revenus**

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice soit dans l'exercice au cours duquel surviennent les opérations ou les faits leur donnant lieu. Ainsi, les crédits parlementaires sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si ces crédits sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition de passif.

#### **Services reçus sans frais**

Le coût de certains services de soutien est assumé par divers ministères et organismes et il n'est pas présenté aux résultats de l'exercice.

#### **Gains et pertes de réévaluation**

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

### **3. Budget**

Le budget détaillé, préparé par la direction du Vérificateur général du Québec et approuvé par le Bureau de l'Assemblée nationale, n'est présenté que pour fins de comparaison.

## Notes complémentaires

31 mars 2014

(en milliers de dollars)

### 4. Revenus

Le Vérificateur général du Québec est financé par des crédits parlementaires annuels. Les revenus présentés aux résultats de l'exercice sont comptabilisés en fonction des Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Une partie des charges de l'exercice courant est financée à même les crédits d'exercices antérieurs ou futurs.

	2014	2013
<b>Crédits parlementaires</b>		
Initiaux	27 324	26 106
Réalloués de l'exercice antérieur	-	762
Supplémentaires de l'exercice courant	-	345
D'exercices futurs	88	311
	27 412	27 524
Périmés	(197)	(96)
Reportés à l'exercice subséquent	(595)	-
	26 620	27 428

### 5. À recevoir du fonds général du fonds consolidé du revenu

	2014	2013
Traitements et avantages sociaux	2 734	2 639
Congés de maladie	4 592	4 599
	7 326	7 238

### 6. Charges à payer et frais courus

	2014	2013
Fournisseurs et autres	722	620
Traitements	1 216	1 390
Avantages sociaux	112	136
Provision pour vacances	2 211	2 141
	4 261	4 287

## Notes complémentaires

31 mars 2014

(en milliers de dollars)

### 7. Crédits reportés

Conformément à la décision du Bureau de l'Assemblée nationale pour l'exercice clos le 31 mars 2014, le Vérificateur général du Québec a reporté 595 000 dollars (2013 : aucun report).

	2014	2013
<b>Solde au début</b>	-	762
Crédits reportables	770	-
Crédits périmés par le Vérificateur général du Québec	(175)	-
Virement aux revenus de l'exercice	-	(762)
<b>Solde à la fin</b>	595	-

### 8. Provision pour congés de maladie

Le Vérificateur général du Québec applique le programme d'accumulation de congés de maladie tel que prévu par les conditions de travail des employés non syndiqués du gouvernement, ce qui donne lieu à des obligations à long terme.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services. La valeur de ces obligations est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

#### Accumulation des journées de maladie

L'attribution des journées de maladie est habituellement d'une journée par mois (douze jours par année). Chacune des journées non utilisées est transférable et cumulable dans le futur jusqu'à ce que survienne un événement particulier (retraite, cessation d'emploi, décès).

Le personnel d'encadrement n'accumule pas de journées de maladie. Toutefois, il conserve les banques qu'il a accumulées dans le passé, et ce, jusqu'à sa retraite, cessation d'emploi ou décès.

## Notes complémentaires

31 mars 2014

(en milliers de dollars)

### 8. Provision pour congés de maladie (suite)

#### Utilisation des journées de maladie

En cas de cessation d'emploi ou de décès, la banque de journées accumulées est remboursée à 50 % en un seul versement et sujet à un maximum global de soixante-six jours.

À la retraite, les individus peuvent, outre la condition ci-haut mentionnée, utiliser un jour à la fois, en congé de préretraite, leurs journées de maladie accumulées jusqu'à ce que leur banque soit épuisée.

#### Obligations relatives aux congés de maladie

Les obligations sont évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

	2014	2013
<b>Solde au début</b>	<b>4 599</b>	4 363
Charges de l'exercice	332	533
Prestations versées au cours de l'exercice	(339)	(297)
<b>Solde à la fin</b>	<b>4 592</b>	<b>4 599</b>

#### Évaluation

Le programme d'accumulation de congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes :

	2014	2013
Taux d'indexation	2,5 % à 3 %	2,5 % à 3,25 %
Taux d'actualisation	2,02 % à 4,36 %	1,81 % à 3,98 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	18 ans	18 ans

## Notes complémentaires

31 mars 2014

(en milliers de dollars)

### 9. Immobilisations corporelles

	Améliorations locatives	Matériel et équipement	Équipement informatique et logiciels	Développement informatique	Total
<b>Coût des immobilisations</b>					
Solde d'ouverture	1 364	1 021	1 175	197	3 757
Acquisitions	16	60	197	60	333
<b>Solde de clôture</b>	<b>1 380</b>	<b>1 081</b>	<b>1 372</b>	<b>257</b>	<b>4 090</b>
<b>Amortissement cumulé</b>					
Solde d'ouverture	1 244	951	776	57	3 028
Amortissement de l'exercice	37	17	191	20	265
<b>Solde de clôture</b>	<b>1 281</b>	<b>968</b>	<b>967</b>	<b>77</b>	<b>3 293</b>
<b>Valeur comptable nette au 31 mars 2014</b>	<b>99</b>	<b>113</b>	<b>405</b>	<b>180</b>	<b>797</b>
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	120	70	399	140	729

	2014	2013
Budget initial d'immobilisations corporelles	355	355
Acquisitions de l'exercice	(333)	(299)
Crédits parlementaires périmés	(22)	(56)
	-	-

Des acquisitions d'immobilisations corporelles sont incluses dans les charges à payer et frais courus pour 161 000 dollars (2013: 93 000 dollars).

### 10. Excédent cumulé

L'excédent cumulé est investi en immobilisations corporelles.

## Notes complémentaires

31 mars 2014

(en milliers de dollars)

### 11. Obligations contractuelles

Le Vérificateur général du Québec a des contrats de services professionnels et loue des locaux et de l'équipement en vertu de contrats de location-exploitation expirant de août 2014 à juillet 2022. Les engagements futurs s'établissent comme suit :

Exercice se terminant le 31 mars 2015	1 426
2016	1 270
2017	1 055
2018	833
2019-2023	3 552
	<b>8 136</b>

### 12. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, le Vérificateur général du Québec est apparenté aux fins comptables avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Vérificateur général du Québec n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers. Le Vérificateur général du Québec s'assure de son indépendance et de son objectivité lorsqu'il effectue de telles opérations.

Les membres du personnel du Vérificateur général du Québec participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Le Vérificateur général du Québec n'assume aucune cotisation à titre d'employeur et n'a aucune obligation envers ces régimes gouvernementaux. Le coût de ces avantages sociaux, défrayé à même les crédits du Secrétariat du Conseil du trésor, entité sous contrôle comptable commun, n'est pas présenté à l'état des résultats et de l'excédent cumulé.

## Notes complémentaires

31 mars 2014

(en milliers de dollars)

### 13. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit associé aux droits de trésorerie et aux créances est réduit puisque ces sommes sont à recevoir d'entités gouvernementales. Au 31 mars 2014, toutes les créances étaient recevables dans les 30 jours.

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Vérificateur général du Québec ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Le Vérificateur général du Québec établit des prévisions budgétaires afin de s'assurer qu'il dispose des droits de trésorerie nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers.

	2014	2013
<b>Charges à payer et frais courus</b>		
Moins de 90 jours	1 354	1 163
90 jours à 365 jours	2 795	2 988
	4 149	4 151



## Annexes et sigles

- Annexe 1** Organigramme au 31 mars 2014
- Annexe 2** Interventions relatives à la vérification de l'optimisation des ressources dans le *Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2013-2014*
- Annexe 3** Audits des états financiers confiés à des cabinets de comptables professionnels agréés du secteur privé et honoraires professionnels
- Annexe 4** Rapports portant sur des enjeux majeurs de l'administration publique
- Annexe 5** Informations concernant d'autres vérificateurs législatifs selon leur rapport annuel 2012-2013

### Sigles

<b>CAP</b>	Commission de l'administration publique	<b>SAQ</b>	Société des alcools du Québec
<b>IFRS</b>	Normes internationales d'information financière	<b>SGF</b>	Société générale de financement du Québec
<b>IQ</b>	Investissement Québec	<b>VGQ</b>	Vérificateur général du Québec
<b>NCCSP</b>	Normes comptables canadiennes pour le secteur public	<b>VOR</b>	Vérification de l'optimisation des ressources



## Annexe 2 Interventions relatives à la vérification de l'optimisation des ressources dans le *Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2013-2014*

### Vérifications courantes

- Agence métropolitaine de transport : gouvernance et gestion des grands projets d'infrastructure
- Centre hospitalier de l'Université de Montréal : gestion administrative et gouvernance
- Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
- Déficience intellectuelle et troubles envahissants du développement
- Infractions aux lois comportant des dispositions pénales
- Non-production de déclarations à Revenu Québec
- Services à domicile
- Sinistres : gestion des risques et aide financière
- Société immobilière du Québec<sup>5</sup> : mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance
- Tourisme Québec et associations touristiques régionales

### Vérification particulière

- Attribution d'un contrat de services professionnels par le Tribunal administratif du Québec

5. La Société immobilière du Québec, lors de sa fusion avec Infrastructure Québec le 13 novembre 2013, est devenue la Société québécoise des infrastructures. Le rapport a été déposé à l'Assemblée nationale le 27 novembre 2013, ce qui explique l'utilisation de l'ancien nom.

### Annexe 3 Audits des états financiers confiés à des cabinets de comptables professionnels agréés du secteur privé et honoraires professionnels (en dollars)<sup>6</sup>

	Nombre d'interventions	Honoraires professionnels assumés par :			
		Le Vérificateur général		les entités	
		2013-2014	2012-2013	2013-2014	2012-2013
1 Bibliothèque et Archives nationales du Québec	1	31 097	27 500		
2 Centre de recherche industrielle du Québec	1	23 400	23 400		
Commission de la capitale nationale du Québec	-		36 450		
3 Commission de la construction du Québec	12			250 000	250 000
4 Commission de la santé et de la sécurité du travail	1			223 745	233 000
5 et Fonds de la santé et de la sécurité du travail	1				
6 Commission des lésions professionnelles	1			14 500	16 500
7 Commission des normes du travail	1			15 000	16 500
8 Commission des relations du travail	1			18 450	18 450
9 Conseil des arts et des lettres du Québec	4	18 500	20 700		
10 Corporation d'urgences-santé	3	39 000	38 500		
11 École nationale de police du Québec	1			19 800	19 800
12 École nationale des pompiers du Québec	1			16 000	16 000
13 Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	1	7 750	7 500		
14 Fonds de recherche du Québec - Santé	1	24 210	24 210		
15 Fonds de recherche du Québec - Société et culture	1	7 750	7 500		
16 Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages	1			11 000	10 584
17 Cautionnements individuels des agents de voyages	1			5 000	4 536
18 Héma-Québec	1			47 500	47 500
19 Infrastructure Québec	1			36 981	23 400
20 Institut de la statistique du Québec	1	15 500	15 000		
21 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1	22 685	18 000		
22 Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	1	16 000	16 000		
23 Institut national de santé publique du Québec	1	19 500	19 500		
24 Institut national des mines	1	7 500	6 000		
25 Musée d'art contemporain de Montréal	1	41 160	31 200		

6. Les montants représentent le coût complet de l'audit. Par conséquent, ils diffèrent de ceux mentionnés dans les états financiers puisque des missions se réalisent sur deux années financières du Vérificateur général.

Honoraires professionnels assumés par :					
	Nombre d'interventions	Le Vérificateur général		les entités	
		2013-2014	2012-2013	2013-2014	2012-2013
26 Musée de la civilisation	1	28 000	22 950		
27 Musée national des beaux-arts du Québec	1	28 000	27 450		
28 Office des professions du Québec	1			14 900	14 800
29 Office Québec-Amériques pour la jeunesse	1	10 450	10 450		
30 Régie de l'énergie	1			21 420	38 142
31 Régie du bâtiment du Québec	1			49 167	47 500
32 Régie du cinéma	1			18 000	18 000
33 Services Québec	1	37 000	36 500		
34 Société de développement de la Baie James	1			40 000	34 200
35 Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)	1	41 000	42 000		
36 Société des établissements de plein air du Québec	1			50 000	39 500
37 Société des traversiers du Québec	1	23 725	23 400		
38 Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)	1	40 000	40 000		
39 Société du Centre des congrès de Québec	1	21 960	18 450		
40 Société du Palais des congrès de Montréal	1	45 044	42 030		
41 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	1			15 300	15 300
42 Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive (SOPOR)	1			5 875	5 875
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	-				18 000
43 Société québécoise d'information juridique	1			38 430	38 430
Tribunal administratif du Québec	-		14 400		
<b>Total</b>	<b>59</b>	<b>549 231</b>	<b>569 090</b>	<b>911 068</b>	<b>926 017</b>

## **Annexe 4 Rapports portant sur des enjeux majeurs de l'administration publique<sup>7</sup>**

### **Santé et services sociaux**

Centre hospitalier de l'Université de Montréal : gestion administrative et gouvernance

Déficiences intellectuelles et troubles envahissants du développement

Services à domicile

### **Infrastructures**

Agence métropolitaine de transport : gouvernance et gestion des grands projets d'infrastructure

### **Finances publiques**

Rapport intitulé *Vérification de l'information financière et autres travaux connexes*, hiver 2014

### **Mesure de la performance**

Société immobilière du Québec : mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance

### **Éducation**

Commission scolaire du Chemin-du-Roy : gestion à l'égard du Complexe sportif Alphonse-Desjardins (en cours au 31 mars 2014)

### **Ressources naturelles**

Terres du domaine de l'État (en cours au 31 mars 2014)

7. La publication des six premiers rapports a eu lieu au cours de l'année 2013-2014 et celle des deux autres rapports, en juin 2014.

## Annexe 5 Informations concernant d'autres vérificateurs législatifs selon leur rapport annuel 2012-2013

Nous présentons dans le tableau 17 des informations comparatives tirées des rapports annuels de certains vérificateurs législatifs.

Tableau 17 Informations provenant des rapports annuels 2012-2013<sup>1</sup>

	Bureau du vérificateur général du Canada	Bureau du vérificateur général de l'Alberta	Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique	Bureau du vérificateur général du Manitoba	Bureau du vérificateur général de l'Ontario	Australian National Audit Office	Vérificateur général du Québec
							2012-2013 2013-2014
Charges totales (M\$)	99,7	25,2	15,8	6,7	15,3	76,7	27,4 26,6
Équivalents temps complet ou employés	603	143	109	57	104	373	252 246
Masse salariale vs charges totales (%)	79	71	75	68	74	55	80 81
Taux de roulement du personnel (%)	8	21	n.d.	n.d.	n.d.	13	8 15
Audit financier (%)	45	76	58	53 <sup>2</sup>	34	60	60 <sup>3</sup> 64 <sup>3</sup>

1. Les rapports annuels des autres vérificateurs législatifs ne contenaient pas toujours les informations que nous présentons pour le Québec, d'où les données absentes pour certains éléments.

2. Ce pourcentage a été établi en fonction des heures, contrairement aux autres données qui ont été calculées en fonction des dépenses.

3. Le pourcentage des coûts liés à l'audit financier inclut les coûts relatifs au rapport portant sur la vérification de l'information financière et d'autres travaux connexes ainsi qu'une portion des coûts liés aux activités de soutien, lesquels sont répartis en fonction des heures de chacun des secteurs d'activité (vérification financière et VOR).

Des informations plus détaillées en lien avec les activités des mêmes vérificateurs législatifs sont exposées ci-après. Comme il s'agit de résumés ou de traductions, le lecteur se référera à la version originale des rapports de ces vérificateurs pour plus de précisions.

## Bureau du vérificateur général du Canada

- Les dépenses totales de fonctionnement du Bureau du vérificateur général du Canada se sont élevées à 99,7 millions de dollars en 2012-2013. Elles sont réparties de la manière suivante.

Audits d'états financiers	45 %
Audits de performance et études de ministères et d'organismes	40 %
Examens spéciaux de sociétés d'État	3 %
Activités de surveillance des stratégies de développement durable et pétitions en matière d'environnement	2 %
Évaluations des rapports sur le rendement des agences	1 % <sup>1</sup>
Méthodes professionnelles	10 %
	<b>100 %</b>

1. La proportion était de 0,2 %.

- Le Bureau comptait 603 équivalents temps plein au cours de 2012-2013.
- Le pourcentage des salaires et des avantages sociaux par rapport aux dépenses totales de fonctionnement a été de 79 %.
- En 2012-2013, le Bureau a réalisé 114 audits d'états financiers, 29 audits de performance, 3 examens spéciaux et 1 étude.

Les objectifs et les indicateurs du Bureau du vérificateur général du Canada pour 2012-2013 sont présentés ci-dessous.

Objectifs et indicateurs	Cible	Résultat
<b>Nos travaux offrent une valeur ajoutée aux principaux utilisateurs de nos rapports.</b>		
Pourcentage des présidents de comités d'audit qui sont d'avis que nos audits d'états financiers offrent une valeur ajoutée	90 %	91 %
Pourcentage des membres de comités parlementaires qui sont d'avis que nos audits de performance offrent une valeur ajoutée	90 %	96 %
Pourcentage des présidents de conseils d'administration qui sont d'avis que nos examens spéciaux offrent une valeur ajoutée	90 %	Voir la note 1
<b>Nos travaux offrent une valeur ajoutée aux organisations que nous auditons.</b>		
Pourcentage des cadres supérieurs de sociétés d'État et de grands ministères qui sont d'avis que nos audits d'états financiers offrent une valeur ajoutée	80 %	88 %
Pourcentage des cadres supérieurs de ministères qui sont d'avis que nos audits de performance offrent une valeur ajoutée	70 %	75 %
Pourcentage des directeurs généraux de sociétés d'État qui sont d'avis que nos examens spéciaux offrent une valeur ajoutée	80 %	Voir la note 1

1. En raison du petit nombre de répondants, les résultats ne sont pas présentés en pourcentage. Nous avons reçu une rétroaction favorable, conforme à notre cible.

Objectifs et indicateurs	Cible	Résultat
<b>Les principaux utilisateurs de nos rapports s'intéressent au processus d'audit.</b>		
Nombre d'audiences et de séances d'information parlementaires auxquelles nous participons	À maintenir ou à hausser <sup>2</sup>	27 (29 en 2011-2012)
Pourcentage des audiences et des séances d'information par rapport au nombre de jours de séance du Parlement	À maintenir ou à hausser <sup>2</sup>	21 % (28 % en 2011-2012)
Pourcentage des audits de performance étudiés par des comités parlementaires	À maintenir ou à hausser <sup>2</sup>	30 % (48 % en 2011-2012)
<b>Les principaux utilisateurs de nos rapports et les organisations que nous auditons donnent suite à nos constatations.</b>		
Pourcentage des réserves et « autres questions » auxquelles on a donné suite d'un audit d'états financiers à l'autre	100 %	61 % <sup>3</sup>
Pourcentage des recommandations examinées lors de nos audits de suivi où les progrès ont été jugés satisfaisants	75 %	72 %
Pourcentage des défauts graves qui sont corrigés d'un examen spécial à l'autre	100 %	100 % (2 sur 2)
<b>Nos travaux respectent les échéances.</b>		
Pourcentage des audits d'états financiers terminés à la date d'échéance <sup>4</sup> :		
■ Sociétés d'État fédérales ayant des échéances fixées par la loi	100 %	96 %
■ Autres organisations fédérales ayant une échéance fixée par la loi <sup>5</sup>	100 %	91 %
■ Organisations fédérales n'ayant pas d'échéance fixée par la loi	80 %	93 %
■ Organisations territoriales	60 %	83 %
Pourcentage des rapports d'audit de performance terminés avant la date de dépôt prévue qui est indiquée dans le <i>Rapport sur les plans et les priorités</i>	90 %	100 %
Pourcentage des rapports d'examen spécial remis à la date d'échéance fixée par la loi ou avant cette date	100 %	100 % (3 sur 3)
<b>Nos travaux respectent le budget.</b>		
Pourcentage des audits réalisés dans les limites du budget <sup>6</sup> :		
■ Audits d'états financiers – sociétés d'État fédérales	80 %	84 %
■ Audits d'états financiers – autres organisations fédérales ayant des échéances fixées par la loi	80 %	91 %
■ Audits d'états financiers – organisations fédérales n'ayant pas d'échéance fixée par la loi	80 %	100 %
■ Audits d'états financiers – organisations territoriales	80 %	81 %
■ Audits de performance	80 %	69 %
■ Examens spéciaux	80 %	100 % (3 sur 3)

2. Ces indicateurs ne comportent pas de cible numérique. La cible porte plutôt sur le maintien du pourcentage d'audiences et de séances d'information parlementaires auxquelles nous participons, par rapport au nombre de jours de séance du Parlement, et sur le maintien du pourcentage d'audits étudiés par les comités parlementaires.

3. Lors de nos audits d'états financiers en 2012-2013, nous avons constaté que les organisations auditées avaient donné suite à 11 des 18 réserves et « autres questions » formulées dans nos opinions d'audit d'états financiers en 2011-2012.

4. L'expression « audits d'états financiers terminés à la date d'échéance » renvoie à l'échéance prévue par la loi, le cas échéant (généralement 90 jours après la clôture de l'exercice) ou au délai de 150 jours après la clôture de l'exercice lorsque la loi ne fixe pas d'échéance.

5. La Commission des champs de bataille nationaux est exclue de ce calcul puisque l'échéance fixée par la loi est de seulement 60 jours après la clôture de l'exercice.

6. L'expression « audits réalisés dans les limites du budget » renvoie au fait que le nombre réel d'heures nécessaires pour effectuer un audit ne dépasse pas de plus de 15 % le nombre d'heures prévu au budget.

Objectifs et indicateurs	Cible	Résultat
<b>Nos rapports d'audit sont fiables.</b>		
Pourcentage des revues internes des pratiques qui indiquent que les opinions et les conclusions de nos rapports d'audit sont appropriées et s'appuient sur des éléments probants	100 %	100 % [14 sur 14]
Les examens externes par les pairs indiquent que nos cadres de gestion de la qualité sont bien conçus et fonctionnent efficacement	Oui	s.o. <sup>7</sup>
<b>Nous offrons un milieu de travail respectueux.</b>		
Pourcentage des employés qui trouvent que le Bureau est un employeur supérieur à la moyenne	80 %	83 %
Pourcentage des membres de la direction qui satisfont à nos exigences linguistiques :		
▪ vérificateur général, vérificateurs généraux adjoints et directeurs principaux	100 %	84 %
▪ directeurs	75 %	79 %
Pourcentage de la représentation par rapport à la disponibilité au sein de la population active pour :		
▪ les femmes	100 %	123 %
▪ les personnes handicapées	100 %	98 %
▪ les Autochtones	100 %	104 %
▪ les membres des minorités visibles	100 %	107 %
Taux de maintien en poste des professionnels de l'audit	90 %	92 %

7. Il n'y a eu aucun examen externe par des pairs au cours de l'exercice 2012-2013.

## Bureau du vérificateur général de l'Alberta

- Les dépenses totales de fonctionnement du Bureau du vérificateur général de l'Alberta se sont élevées à 25,2 millions de dollars en 2012-2013, 76 % ayant été consacrées à l'audit d'états financiers et 24 % à l'audit de performance.
- Le pourcentage des salaires et des avantages sociaux par rapport aux dépenses totales de fonctionnement a été de 71 %.
- Le taux de roulement pour l'ensemble du personnel a été de 21 %.

Les indicateurs du Bureau du vérificateur général de l'Alberta pour 2012-2013 sont présentés ci-dessous.

Indicateurs	Cible	Résultat
<b>Pertinence des audits</b>		
Pourcentage des recommandations du Vérificateur général relatives à l'audit de performance qui ont été acceptées afin d'être mises en œuvre <sup>1</sup>	95 %	98 %
Nombre de recommandations du Vérificateur général relatives à l'audit de performance qui n'ont pas été mises en œuvre au cours des trois années suivant leur acceptation	Aucune	55
Publier notre rapport d'audit des états financiers consolidés de l'Alberta, dont l'année financière se termine le 31 mars, avant le 30 juin	29 juin 2012	21 juin 2012
Pourcentage des coûts alloués à l'audit d'états financiers / à l'audit de performance	80 / 20 %	76 / 24 %
<b>Fiabilité des audits</b>		
Conclusion de l'Institut des comptables agréés de l'Alberta selon laquelle les audits d'états financiers ont été réalisés par le Bureau dans le respect des normes <sup>2</sup>	Réussir l'inspection	En attente du résultat à la fin de l'année
<b>Coût raisonnable des audits</b>		
Taux global de roulement du personnel <sup>3</sup>	Moins de 20 %	21 %
Pourcentage des audits d'états financiers réalisés dans le respect du budget <sup>4</sup>	90 %	67 %

1. Les recommandations qui sont acceptées en principe ou qui sont en révision ne sont pas considérées comme ayant été acceptées pour être mises en œuvre.
2. L'inspection professionnelle a lieu tous les trois ans. L'inspection de 2010 a été réussie. L'inspection la plus récente a eu lieu en février 2013. Les résultats seront connus à l'été 2013.
3. Le taux global de roulement du personnel inclut les départs volontaires et involontaires qui ont une incidence sur notre productivité et nos coûts.
4. Cet indicateur est lié à l'un des objectifs de notre plan stratégique, qui est « d'augmenter notre capacité de réaliser des audits de performance en libérant du personnel présentement affecté à l'audit d'états financiers ». Il remplace l'indicateur « Étalonnage des coûts horaires moyens de vérification » figurant dans notre plan stratégique 2012-2015, indicateur qui était « en développement » l'an dernier.

## Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique

- En 2012-2013, les dépenses totales du Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique se sont élevées à 15,8 millions de dollars, dont 58 % ont été consacrées à l'audit d'états financiers et 42 % à l'audit de performance.
- L'organisation comptait en moyenne 109 équivalents temps complet.
- Le pourcentage des salaires et des avantages sociaux par rapport aux dépenses totales a été de 75 %.
- Au cours de 2012-2013, 69 interventions ont été réalisées, dont 44 audits d'états financiers et 22 audits de performance.
- Les rapports ayant fait l'objet d'un suivi ont montré que 83 % des recommandations ont été appliquées complètement ou de façon significative.

Voici les indicateurs de performance du Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique pour 2012-2013.

Indicateurs	Cible	Résultat
<b>Pertinence</b>		
Pourcentage des rapports d'audit de performance qui découlent de questions des membres de l'Assemblée législative et des citoyens de la Colombie-Britannique	10-20 %	14 %
<b>Valeur</b>		
Pourcentage des membres de l'Assemblée législative sondés qui croient que notre travail de la dernière année a favorisé l'efficacité et la reddition de comptes du gouvernement	80 %	Voir la note 1
<b>Efficacité</b>		
Nombre de rapports et de guides publiés et nombre d'opinions exprimées	69	69
<b>Excellence</b>		
Employés motivés et inspirés (« mobilisés ») par leur travail	75	74

1. Compte tenu du moment où les élections provinciales de 2013 ont été déclenchées, le Bureau n'a pas sondé les membres de l'Assemblée législative. Il recommencera à les sonder en 2013-2014.

## Bureau du vérificateur général du Manitoba

- En 2012-2013, les dépenses totales du Bureau du vérificateur général du Manitoba ont été de 6,7 millions de dollars.
- Les heures de vérification ont été réparties comme suit : 53 % ont été utilisées pour l'audit des états financiers et 47 % l'ont été pour l'audit de projets (optimisation des ressources, enquêtes, technologies de l'information et examens de la gouvernance).
- L'organisation comptait plus de 57 employés.
- Le pourcentage des salaires et des avantages sociaux par rapport aux dépenses totales a été de 68 %.
- Parmi les recommandations ayant fait l'objet d'un suivi, 37 % ont été appliquées<sup>8</sup>.
- En septembre 2012, le Bureau a publié le suivi de son rapport de décembre 2006 intitulé *Audit of the Child and Family Services Division Pre-Devolution Child in Care Processes and Practices*. Ce suivi diffère des rapports de suivi standards puisque, pour chaque recommandation, le Bureau décrit le problème sous-jacent et les actions significatives accomplies par le Department of Family Services and Labour. Un style de rapport différent était nécessaire, car le suivi devait servir à la *Commission of Inquiry into the Circumstances Surrounding the Death of Phoenix Sinclair* (le mandat de cette commission comprenait l'examen du rapport de 2006). Le taux d'application des recommandations était de 52 %.

Les objectifs du Bureau du vérificateur général du Manitoba pour 2012-2013 sont les suivants :

- Ajouter une valeur aux systèmes et pratiques de gestion des entités gouvernementales.
- Fournir aux membres de l'Assemblée législative de l'information pertinente.
- Gérer nos activités internes efficacement.

## Bureau du vérificateur général de l'Ontario

- Les dépenses totales du Bureau du vérificateur général de l'Ontario se sont élevées à 15,3 millions de dollars en 2012-2013.
- Près des deux tiers (65 %) des ressources du Bureau se rapportent aux audits de l'optimisation des ressources, 34 % aux audits d'états financiers et 1 % à d'autres responsabilités prévues par la loi.
- Le Bureau comptait 104 équivalents temps complet au cours de 2012-2013.
- Le pourcentage des salaires et des avantages sociaux par rapport aux dépenses totales a été de 74 %.
- En 2012-2013, le Bureau a réalisé 10 audits de l'optimisation des ressources, 2 rapports spéciaux et plus de 40 audits d'états financiers.

Le Bureau du vérificateur général de l'Ontario ne publie pas d'objectif ni d'indicateur.

8. Le Bureau du vérificateur général du Manitoba a publié cette information en janvier 2013 dans le document intitulé *Follow-up of Previously Issued Recommendations*.

## Australian National Audit Office

- En 2012-2013, les dépenses totales de l'Australian National Audit Office (ANAO) ont été de 76,7 millions de dollars, dont 60 % ont été consacrées à l'audit d'états financiers et 40 % à l'audit de performance.
- Le pourcentage des salaires et des avantages sociaux par rapport aux dépenses totales a été de 55 %.
- L'ANAO comptait sur un effectif de 373 employés au 30 juin 2013.
- Le taux de rotation du personnel a été de 13 % et l'ancienneté moyenne, de 5,8 ans.
- En 2012-2013, l'ANAO a publié :
  - 261 rapports d'audit d'états financiers;
  - 51 rapports d'audit de performance, qui ont été achevés dans un délai moyen de 11 mois et ont coûté en moyenne 402 000 dollars;
  - 3 guides de bonnes pratiques.
- En 2012-2013, au lieu de sonder lui-même son personnel comme il le faisait par le passé, l'ANAO a utilisé le recensement effectué par la Commission de la fonction publique australienne pour mesurer notamment la satisfaction du personnel. Pour l'ensemble du sondage, l'ANAO a obtenu des résultats positifs, soit des résultats supérieurs ou semblables aux résultats moyens pour la fonction publique australienne. Parmi les faits saillants des résultats relatifs au personnel de l'ANAO, on trouve ceux-ci :
  - 81 % des employés sont fiers de travailler pour l'ANAO;
  - 74 % sont satisfaits de l'ANAO en tant qu'employeur.

Voici les objectifs et les indicateurs de l'ANAO pour 2012-2013.

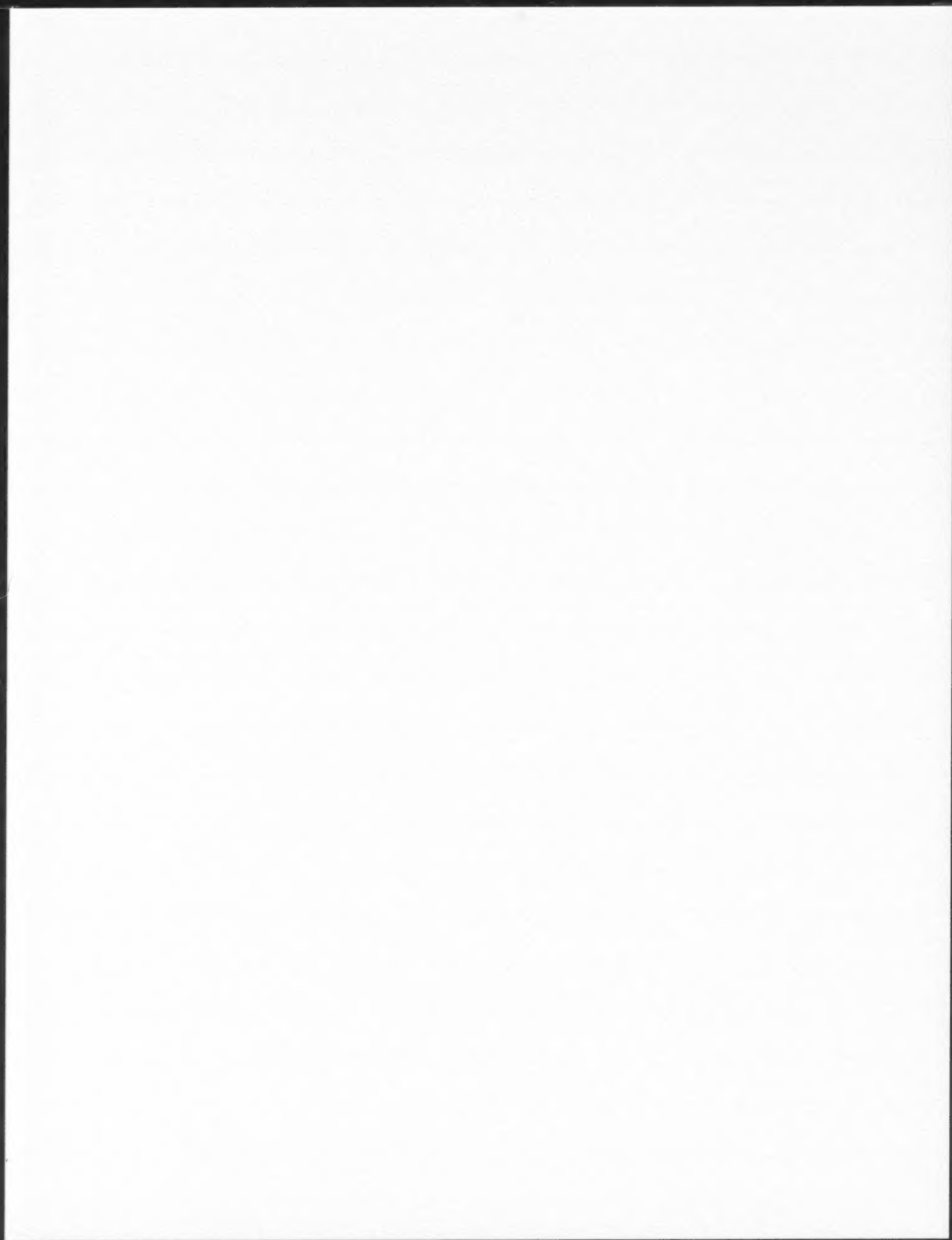
Objectifs	Indicateurs	Cible	Résultat
Fournir l'assurance de la présentation fidèle des états financiers des entités gouvernementales australiennes en transmettant au Parlement et à l'exécutif des opinions d'audit indépendantes et des rapports connexes	<b>Livrables</b>		
	Nombre de rapports d'audit d'états financiers publiés	250	261
	Autres rapports de conformité <sup>1</sup>	59	62
	Nombre de rapports connexes aux états financiers publiés	2	2
	<b>Indicateur clé de performance</b>		
	Pourcentage des opinions d'audit sur les états financiers de l'ensemble des entités gouvernementales australiennes qui sont publiées par l'Australian National Audit Office et qui sont ensuite déposées au Parlement	100 %	100 %

1. D'autres rapports de conformité à la réglementation peuvent être produits à l'égard des états financiers à la suite d'accords supplémentaires conclus sur une base volontaire en vertu de l'article 20 de l'*Auditor-General Act 1997*.

Objectifs	Indicateurs	Cible	Résultat
Améliorer l'efficacité et l'efficacité de l'administration des programmes gouvernementaux australiens et des entités en menant un programme d'audits de performance indépendants et de missions d'examen pour informer le Parlement et l'exécutif	<b>Livrables</b>		
	Nombre d'audits de performance produits	52	52 <sup>2</sup>
	Examen du Defence Materiel Organisation Major Projects Report	1	1
	Nombre de guides des meilleures pratiques produits	4	3
	Nombre d'auditions et de présentations devant les commissions parlementaires	20	32
	Nombre de programmes d'audit annuels	1	1
	<b>Indicateurs clés de performance</b>		
	Pourcentage des entités du secteur public qui reconnaissent la valeur ajoutée des produits et des services offerts par l'Australian National Audit Office	90 %	78 %
	Pourcentage des entités auditées qui sont d'accord avec les recommandations formulées dans les rapports d'audit de performance	90 %	97 %
Indicateurs communs aux deux objectifs	<b>Livable</b>		
	Nombre de missions qui contribuent à l'audit du secteur public et au soutien de pays en développement	40	59
	<b>Indicateur clé de performance</b>		
	Pourcentage des parlementaires sondés qui se sont dits satisfaits des produits et des services offerts par l'Australian National Audit Office, lesquels sont destinés à améliorer l'administration du secteur public	90 %	86 % <sup>3</sup>

2. Au cours de l'année 2012-2013, 51 rapports d'audit de performance ont été déposés au Parlement. Le rapport relatif au projet pilote concernant les indicateurs clés de performance des entités gouvernementales, intitulé *The Australian Government Performance Measurement and Reporting Framework—Pilot Project to Audit Key Performance Indicators* et également déposé au Parlement, est inclus dans ce résultat. De plus, l'ANAO a mené auprès du Contrôleur et du Vérificateur général de l'Inde un examen international par les pairs, et il a présenté son rapport à ce sujet.

3. Ce résultat provient du sondage le plus récent effectué auprès des parlementaires, soit en 2011-2012. Les sondages sont menés tous les deux ans.





## Signification du logo

Un édifice bien reconnaissable, le parlement, où siège l'Assemblée nationale, autorité de qui le Vérificateur général tient sa mission et à qui il rend compte.

Trois traits dynamiques, illustrant à la fois :

- les trois types de vérifications réalisées par son personnel, à savoir la vérification financière, celle de la conformité avec les lois, les règlements, les politiques et les directives ainsi que la vérification de l'optimisation des ressources;
- les trois éléments qui sont examinés lors des travaux en matière d'optimisation des ressources : l'économie, l'efficience et l'efficacité;
- les trois domaines – social, économique et environnemental – liés aux enjeux concernant le développement durable.

Véritable signe distinctif, le logo du Vérificateur général illustre bien que cette institution, en constante évolution, vise à seconder les élus dans leur volonté d'assurer la saine gestion des fonds publics, au bénéfice des citoyennes et citoyens du Québec.

Cette publication  
est rédigée par le



**Québec**

750, boulevard Charest Est, bureau 300  
Québec (Québec) G1K 9J6  
Tél.: 418 691-5900 • Téléc.: 418 644-4460

**Montréal**

770, rue Sherbrooke Ouest, bureau 1910  
Montréal (Québec) H3A 1G1  
Tél.: 514 873-4184 • Téléc.: 514 873-7665

**Internet**

Courriel: [verificateur.general@vgq.qc.ca](mailto:verificateur.general@vgq.qc.ca)  
Site Web: <http://www.vgq.qc.ca>

**Le rapport est disponible dans notre site Web.**

**Protection des droits de propriété intellectuelle du Vérificateur général du Québec**

Quiconque peut, sans autorisation ni frais, mais à la condition de mentionner la source, reproduire sous quelque support des extraits tirés de ce document, sauf s'il le fait à des fins de commercialisation. Dans ce cas, une autorisation préalable doit être obtenue auprès du Vérificateur général.

Dépôt légal – 2014

Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISBN 978-2-550-71496-5



